

Numéro 33 - 16 mai 2020

**Des sujets de préoccupation pour le corps politique**  
**Pourquoi la pandémie devrait-elle**  
**paralyser l'économie?**



- Une fausse recherche d'équilibre entre rouvrir l'économie et maintenir la contagion sous contrôle  
- *Louis Lang* -
  - Le but des mesures annoncées pour sauver l'économie
- La « réouverture » du Québec et le besoin de donner aux travailleurs le mot décisif sur leurs conditions de travail  
- *Pierre Chénier* -
  - Le gouvernement fédéral a été mis en garde contre la crise dans le réseau des refuges

**Un statut pour les travailleurs migrants et les réfugiés**

- La résidence permanente pour tous les travailleurs migrants comme étape vers la citoyenneté!
  - Le gouvernement Trudeau doit accorder un statut aux travailleurs de la santé migrants et demandeurs d'asile
  - Les migrants précaires ne doivent pas être laissés pour compte
- *Dorota Blumczynska, présidente, Conseil canadien pour les réfugiés* -

- **Lettre ouverte au premier ministre Legault**
- **Association des travailleuses et travailleurs temporaires d'agences de placement, Centre de travailleuses et travailleurs immigrants -**

### **Canada, hors de l'OTAN! L'OTAN doit être démantelée!**

- **Non au recrutement des jeunes par l'OTAN pour la guerre et l'agression**
  - **L'écrasement mortel d'un hélicoptère canadien dans le cadre d'exercices de l'OTAN**
  - **L'opération Reassurance de l'OTAN**

### **Mettons fin à la catastrophe imposée au peuple palestinien!**

- **Appuyons fermement la résistance du peuple palestinien à l'occasion de la Nakba**
- **Informations sur le plan israélo-américain d'annexion de la Palestine et d'anéantissement du droit d'être des Palestiniens**

### **Mise à jour sur la COVID-19**

- **L'Organisation mondiale de la santé émet des lignes directrices sur la réouverture**
- **La pandémie aggrave la situation des réfugiés non enregistrés et des personnes déplacées**
  - **Le Venezuela réussit à contrôler la pandémie**
- **La pandémie mondiale la semaine se terminant le 16 mai**

### **52e anniversaire de la réorganisation des Internationalistes**

- **Un événement décisif dans la vie politique du Canada - le 7 mai 1968**

---

### **Des sujets de préoccupation pour le corps politique**

## **Pourquoi la pandémie devrait-elle paralyser l'économie?**

La fermeture de nombreux secteurs de l'économie a provoqué une crise économique terrible. Plus de deux millions de travailleurs ont été licenciés et des millions d'autres sont en chômage partiel, rejoignant ainsi plus d'un million de personnes déjà au chômage.<sup>[1]</sup> Aux États-Unis, à bien des égards, la situation est encore pire.

La pandémie mondiale est une crise de santé publique et ne devrait pas, en soi, entraîner une crise économique aussi grave. Non seulement les nombreuses mesures prises par les différents ordres de gouvernement et par les entreprises pour contenir le virus engendrent-elles des difficultés pour les populations en plus des conséquences tragiques de la COVID-19, mais elles nuisent également à l'économie de manière sans précédent. Cela est dû à des raisons internes à l'organisation de l'économie ainsi qu'au but de ceux qui la contrôlent, qui est et reste de servir des intérêts privés très étroits tout en utilisant les besoins de la population comme un moyen de le faire. La manière dont les gouvernements et les grandes entreprises interviennent dans l'économie en ce moment

révèle pourquoi une pandémie peut provoquer des ravages dévastateurs au-delà des conséquences directes sur la santé du peuple.

Le plus grand problème reste celui de savoir qui détermine l'ordre du jour du pays et qui décide des politiques à adopter. Les citoyens subissent simplement ce qui est décidé et n'ont pas leur mot à dire pour établir leurs conditions de vie et de travail ou sur la manière dont ils peuvent contribuer au bien-être de tous.

De nombreux exemples existent sur la façon dont l'élite dirigeante aggrave l'irrationalité uniquement parce qu'elle a le pouvoir de le faire et le pouvoir de priver les travailleurs de leur droit de parole et de prendre des décisions qui favorisent le peuple et la société.



Le système de santé déjà gravement endommagé, privé de fonds depuis des décennies, est de plus en plus ralenti, car les hôpitaux et les cliniques sont classés zones chaudes infectées et les gens se font dire de rester à l'écart et de reporter leur traitement. Au lieu de trouver des moyens de faire face consciemment à la pandémie sans aggraver la santé des gens, des milliers de chirurgies et d'autres traitements ont été retardés, et les gens cachent leurs maux et ne demandent pas d'aide aux professionnels de la santé, par peur d'être infectés.

Ceux qui contrôlent la chaîne alimentaire, en particulier les cartels mondiaux de l'agroalimentaire, ont entassé les travailleurs dans des conditions dangereuses dans le meilleur des cas, qui se sont révélées être un désastre complet dans la situation de pandémie.

Pendant la pandémie, l'élite dirigeante insiste pour réduire les transports en commun au lieu de les augmenter avec plus d'autobus et de trains transportant moins de passagers par unité de service, avec un nettoyage constant et en mobilisant plus de travailleurs pour informer les passagers sur la façon d'utiliser les services en toute sécurité.



Au lieu de mobiliser les enseignants, les autres travailleurs de l'éducation et les étudiants pour déterminer comment ils peuvent assurer leur propre santé et leur propre sécurité et poursuivre les activités scolaires et universitaires avec un espace physique et avec un horaire réorganisés pendant la pandémie, l'élite dirigeante les a écartés de toute prise de décision. Les enseignants, les autres travailleurs de l'éducation et les étudiants ont été renvoyés chez eux pour se débrouiller seuls dans la plus grande incertitude, sans aucun moyen de faire face à la situation d'une manière cohérente et rationnelle favorable au peuple.

Entretemps, de nombreuses grandes entreprises dont les travailleurs ont été envoyés travailler à domicile ou qui ont été mis à pied chercheront à rendre ces dispositions permanentes pour « réduire les coûts ».

La réorganisation de manière sécuritaire devient pour ceux qui ont le contrôle un problème de perte de profit privé, ce qu'ils refusent parce que pour eux la réalisation de profits pour une poignée est synonyme de prospérité pour le plus grand nombre, ce qui n'est tout simplement pas vrai. Pour l'élite dirigeante, il est totalement hors de question que les travailleurs dirigent eux-mêmes la réorganisation de la lutte contre la COVID-19. Cependant, les conditions de la pandémie ont ouvert une boîte de Pandore qui montre que les oligarques au pouvoir sont un obstacle à la résolution des problèmes de l'économie. Il est clair que les tentatives de « réouverture de l'économie » reposent sur la croyance irresponsable que les choses peuvent continuer comme avant alors que les conditions ne le permettent plus. Un mouvement et une conscience qui englobent un but nouveau prosocial et une direction nouvelle prosociale pour l'économie sous le contrôle de la classe ouvrière sont en train de s'installer alors que les collectifs de travailleurs prennent des mesures pour faire face à la pandémie d'une manière qui les favorise. Plus les actions antipeuple de plus en plus irrationnelles de l'oligarchie impérialiste sont exposées, plus le peuple fait les revendications qui doivent être faites et prend des mesures pour s'assurer qu'elles sont satisfaites.

## Note

1. Voir le résumé de l'enquête sur la population active de Statistique Canada, avril 2020 dans l'édition du 20 mai du *LML*)



---

# Une fausse recherche d'équilibre entre la rouvrir l'économie et maintenir la contagion sous contrôle

- Louis Lang -

Alors que les gouvernements à différents niveaux entreprennent la « réouverture de l'économie », on dit aux Canadiens qu'il faut une expertise pour trouver le bon équilibre entre la réouverture de l'économie et le contrôle de la contagion. C'est une fausse équation parce que l'une n'a rien à voir avec l'autre. La protection de la population a ses exigences et le maintien de l'économie a les siennes. La fausse équation est présentée pour justifier ce qu'on appelle des « risques calculés » pour la population pour essayer de rétablir une activité économique basée sur le vieux but de servir des intérêts privés. Les faits montrent que c'est ce but, de servir des intérêts privés, qui a fait que la contagion est devenue incontrôlable en premier lieu et il est prévisible que servir ce but à l'avenir aggraverait la crise. Il est malicieux de confondre les deux catégories comme si l'une devait nécessairement céder la place à l'autre.

Une des leçons importantes de la pandémie est que l'ancienne façon d'organiser l'économie est incapable de produire la planification nécessaire pour l'utilisation des ressources de la société, tant les ressources humaines que naturelles, d'une manière qui réponde aux besoins de la population en temps normal, et totalement incapable de faire face à des situations d'urgence telles qu'avec la COVID-19. Le caractère social de la production ne peut pas pleinement réaliser son potentiel en termes de satisfaction des besoins de la société tant que la production est sous contrôle privé et a pour objectif principal de satisfaire les intérêts privés étroits des oligopoles qui ont usurpé l'État, ses institutions, ses agences et les gouvernements. Il en résulte une anarchie de la production et des crises récurrentes, qui se manifestent clairement à chaque étape importante de la lutte contre la pandémie. Qu'il s'agisse des équipements de protection individuelle pour les travailleurs, des ventilateurs, des tests adéquats et en nombre suffisant, des ressources adéquates pour le traçage des contacts ou pour effectuer des travaux jugés essentiels, le système n'a pas fourni ce qui est requis. Cela est dû à l'anarchie résultant de conflits entre intérêts privés.



Pendant ce temps, les partis cartellisés agissent de manière à garder leurs adversaires hors du pouvoir, en particulier les masses du peuple. Ils agissent en tant que porte-paroles de l'élite dirigeante dont la priorité est de cacher l'échec de leur économie à répondre aux besoins du peuple et de la société dont il dépend. Cela se fait en utilisant les pouvoirs de police pour surmonter les crises auxquelles la société est confrontée en faveur de ces intérêts étroits. Ils ont saisi ces pouvoirs arbitraires au nom de l'urgence qui, selon eux, n'est pas due à leur refus de garantir que l'économie réponde aux besoins de la population, mais à la pandémie.



Les libéraux au niveau fédéral et les gouvernements de diverses allégeances politiques au provincial et au Québec disent que l'urgence les oblige à prendre toutes sortes de mesures pour servir et protéger la population. En fait, ils imposent des mesures qui ne sont pas conçues pour garder la contagion sous contrôle ou pour veiller au bien-être des gens. Il n'y a pas de cohérence dans ces mesures. C'est pourquoi les premiers ministres refusent ouvertement de tirer les conclusions qui s'imposent de l'expérience de la pandémie à mesure qu'elle se déroule. Loin d'avoir pour objectif de protéger la population, les mesures qu'ils prennent sont pragmatiques et sont conçues de manière à assurer le rétablissement des plus grands intérêts privés.

La fausse équation d'un équilibre à trouver entre la réouverture de l'économie et la maîtrise de la contagion sert à duper les crédules. Les riches garantissent leurs profits en obtenant leur livre de chair. La « réduction des coûts » est une façon pernicieuse de dire que la main-d'oeuvre est sacrificable, un « dommage collatéral », « malheureux mais nécessaire » dans la recherche du profit privé maximum. La prospérité d'intérêts privés étroits au service des riches est faussement assimilée à la prospérité de l'ensemble de la société. Tout cela sert à garantir que les travailleurs et le peuple ne soient pas en mesure de prendre le contrôle des décisions qui affectent leur vie et la vie de la société.

Ça ne doit pas passer !

---

## **Le but des mesures annoncées pour sauver l'économie**

Tellement de mesures ont été annoncées pendant la pandémie pour sauver l'économie que la classe dirigeante elle-même ne voit pas les dangers qu'elles créent. L'organisation de l'économie est liée au but de ceux qui contrôlent, qui, au bout du compte, est d'exproprier le maximum de profit de la valeur que la classe ouvrière produit. Ce but régit les actions de l'élite dirigeante dans tout ce qu'elle fait. Ce but est en contradiction fondamentale



avec l'économie socialisée, qui a besoin d'un but moderne en accord avec le caractère social des forces productives et de l'humanité moderne. Seuls ceux qui placent le bien-être de la personne humaine au centre des décisions en l'investissant du pouvoir de gérer les relations entre les humains et entre les humains et la nature prendront des mesures qui n'exacerberont pas la crise inhérente au système capitaliste.

Nous dépendons tous de l'économie socialisée et de ce que produit la classe ouvrière. Personne ne peut échapper à sa dépendance de l'économie socialisée en ce qui concerne le travail et le produit social. L'économie doit à son tour être organisée et avoir un but qui reconnaît et est conséquent avec la dépendance sociale du peuple envers elle. Le but ne peut être d'enrichir tel ou tel individu. Un objectif aussi absurde conduit à des perturbations, à des problèmes qui restent sans solution, à des crises économiques récurrentes et à l'incapacité, dans des situations d'urgence comme la pandémie actuelle, de faire face à la situation de manière rationnelle et appropriée par des solutions favorables au peuple et non à une infime minorité qui cherche à préserver ses privilèges et son pouvoir.

Le but révolu de l'oligarchie impérialiste a privé les programmes sociaux de la force dont ils ont besoin en temps normal, sans parler des situations d'urgence comme celle d'aujourd'hui. Pourquoi les hôpitaux devraient-ils cesser des chirurgies, électives ou non, parce qu'ils ne peuvent pas faire face à la pression supplémentaire de soigner ceux qui sont atteints de la COVID-19 ? Pourquoi les centres de soins de longue durée pour personnes âgées et les autres établissements sont-ils devenus des incubateurs du virus et une condamnation à mort pour plusieurs ? Pourquoi la sécurité alimentaire est-elle menacée ? Le manque de planification et les conditions chaotiques sont le résultat de l'objectif révolu de ceux qui contrôlent. C'est une leçon de la pandémie qui est ignorée à nos risques et périls.

Le fait est que l'oligarchie impérialiste utilise la pandémie pour consolider et étendre sa richesse et son pouvoir en s'attaquant à la classe ouvrière pour la maintenir asservie. Les faillites de nombreuses petites et moyennes entreprises seront utilisées pour consolider la richesse entre les mains d'un nombre réduit de personnes. Les demandes de paiement des dettes en cours se poursuivent même si la plupart des revenus se sont évaporés, de sorte que les positions des entreprises en faillite dans l'économie seront davantage contrôlées par un nombre réduit de personnes.

Les conditions de la pandémie et les mesures prises révèlent surtout que l'économie a besoin d'une nouvelle direction sous le contrôle des producteurs réels. La classe ouvrière a besoin de s'investir de pouvoir pour prendre les décisions qui concernent l'économie et pour contrôler sa direction.

L'économie a besoin d'un but nouveau qui place le peuple, son bien-être ainsi que celui de la société au centre de toutes les prises de décision. Le but doit être de garantir le bien-être et les droits de tous et de toutes et d'humaniser l'environnement social et naturel. Un tel but est conforme au caractère socialisé de l'économie moderne et à la nécessité et l'aspiration de faire du Canada une zone de paix, d'interagir et d'entretenir des relations commerciales avec l'ensemble de l'humanité fondées sur l'avantage réciproque et le développement de tous sans conflits, exploitation, ingérence et guerre.

Il est temps d'établir un but nouveau prosocial et une direction nouvelle prosociale pour l'économie.

***Tout en oeuvre pour s'investir du pouvoir et bâtir le Nouveau !***



# La « réouverture » du Québec et le besoin de donner aux travailleurs le mot décisif sur leurs conditions de travail

- Pierre Chénier -

Le gouvernement du Québec ne cesse de parler de la « réouverture du Québec ». Depuis quelques semaines, il a beaucoup parlé de la réouverture des écoles primaires, des services de garde et des entreprises qui avaient été fermées parce qu'elles avaient été considérées comme non essentielles. La « réouverture » du Québec se fera de façon différente à Montréal et dans les régions. Selon le gouvernement Legault, la situation dans les régions, surtout dans les régions éloignées, est entièrement sous contrôle, alors que la situation à Montréal avait d'abord été déclarée presque sous contrôle. Cependant, les données ont commencé à affluer faisant état d'une augmentation constante du nombre de cas et de décès à Montréal, à Laval et en Montérégie, sur la rive sud de Montréal. L'Institut national de santé publique du Québec a publié des projections à la fin du mois d'avril, indiquant que le nombre de cas, d'hospitalisations et de décès allait monter en flèche si les mesures de confinement étaient relâchées trop rapidement dans la région de Montréal. On a aussi rapporté une importante éclosion de la COVID-19 dans les quartiers les plus pauvres de Montréal, surtout à Montréal-Nord, où vivent de nombreux travailleurs de la santé au bas de l'échelle, dont plusieurs sont des demandeurs d'asile travaillant comme préposés aux bénéficiaires dans les établissements de soins de longue durée. On a rapporté que l'éclosion était due largement à la propagation du virus entre les établissements de soins de longue durée, où les travailleurs manquent d'équipements de protection individuelle, et les quartiers où les familles habitent à l'étroit dans des logements exigus. Le 4 mai, la directrice de la santé publique de Montréal, Mylène Drouin, a déclaré que la situation s'aggrave à Montréal. « Quand on regarde les chiffres globaux, on n'est pas vers une baisse de la courbe épidémique ; on voit des plateaux, voire une augmentation de cas », a-t-elle dit. En raison de tout cela, la réouverture des écoles primaires dans la région de Montréal, qui avait été annoncée pour le 11 mai, a été reportée en septembre.

On est frappé, dans les déclarations du gouvernement au sujet de la « réouverture », par la déconnexion entre ce que dit le gouvernement et la réalité sur le terrain. Par exemple, le gouvernement a annoncé que les proches aidants sont maintenant admis dans les CHSLD et les résidences pour gens âgés parce que trop de résidents sont laissés à eux-mêmes dans leur chambre à cause de la pénurie d'employés pouvant interagir avec eux. Le gouvernement avait d'abord décidé que les proches aidants devaient être testés pour la COVID-19 avant d'être admis dans les CHSLD et les résidences. Cela avait soulevé une grande vague d'angoisse parce que les proches aidants n'avaient pas été avertis qu'ils devaient être testés. Puis, soudainement, le 8 mai, on a annoncé qu'ils n'auraient pas besoin d'être testés, sans qu'aucune explication ne soit donnée sur la raison du changement subit de politique.



Une autre déconnexion est le conflit entre l'affirmation que tout l'équipement de protection individuelle est maintenant disponible pour tous les travailleurs de la santé de première ligne et une réalité qui est tout autre. La situation dans les CHSLD, les établissements de soins de longue

durée et les soins à domicile est encore très mauvaise à cet égard.

L'arrogance du gouvernement face aux demandes justifiées des travailleurs est telle qu'un des membres de l'équipe de direction du premier ministre a qualifié de manière méprisante ceux qui soulèvent des objections à ce que fait cette équipe de « gérants d'estrade », pour écarter leurs demandes légitimes.

Une autre caractéristique frappante des déclarations de l'équipe de direction est le caractère pragmatique des arguments qu'elle amène. Par exemple, il avait d'abord été décidé que les enseignants âgés de 60 à 69 ans n'auraient pas à se présenter au travail lors de la réouverture des écoles primaires et des centres de la petite enfance à cause du danger réel qu'ils soient infectés par le virus. Le 7 mai, sans avertissement, le premier ministre Legault, de sa manière unilatérale habituelle, a dit que cette décision avait été renversée et que les personnes ayant entre 60 et 69 ans devraient se présenter au travail.

Pour justifier sa décision, le premier ministre Legault a présenté un graphique illustrant le pourcentage des décès de la COVID-19 selon l'âge. Le graphique révélait que les personnes âgées de 60 à 69 ans représentent 6 % de l'ensemble des décès dus au virus, alors que les personnes de plus de 70 ans en représentent plus de 90 %. Le graphique montrait aussi que personne de moins de 30 ans n'était mort du virus. C'est un geste intolérable parce qu'il nie la complexité de la propagation du virus, tel qu'indiqué par les autorités de la Santé publique, qui est précisément une des principales préoccupations causées par le retour en masse en classe des élèves et leur interaction avec des enseignants de tous âges, notamment d'entre 60 et 69 ans.

Nous avons affaire à une autorité qui agit de manière pragmatique et de manière déconnectée du peuple et méprisante à son égard. Une autorité doit être de principe et étroitement liée aux travailleurs qui accomplissent le travail et qui doivent avoir un mot décisif sur comment le travail est fait, sur les impératifs de santé et de sécurité, surtout lors d'une crise comme la pandémie de la COVID-19.

Beaucoup de personnes ont également été choquées lorsque les médias ont révélé que le ministère du Conseil exécutif, qui relève directement du premier ministre du Québec, a engagé la firme privée mondiale d'experts-conseils McKinsey, basée aux États-Unis, pour proposer des modèles de déconfinement et de réouverture du Québec. Cette firme est connue notamment pour ses liens avec le secteur militaire des États-Unis de même qu'avec le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières des États-Unis (ICE), pour lequel elle a effectué du travail de consultant qui a mené à des coupures dans les dépenses en nourriture et en soins médicaux pour les migrants et à l'accélération des procédures de déportation.

Cela montre que non seulement le gouvernement ne s'appuie pas sur les préoccupations, les opinions et les demandes des travailleurs pour ce qu'il appelle la réouverture du Québec, mais qu'il ne s'appuie pas non plus sur ses propres scientifiques, ses propres fonctionnaires ou même les députés de l'Assemblée nationale pour traiter du problème.

Au même moment, des sondages commencent à être publiés dans les médias au sujet de la « popularité » du gouvernement et de telle ou telle mesures en ce qui concerne la réouverture du Québec.

Les Québécois se demandent avec raison si cette crise sera traitée comme une sorte de campagne électorale, dirigée par des firmes privées et agences de marketing, comme c'est le cas en « temps normal » alors que les gens sont traités comme des « clients » et non des décideurs sur les affaires qui les concernent. Est-ce qu'on va assister maintenant à ce même genre de corruption ? Cette situation est dangereuse et requiert la mobilisation et l'organisation du peuple qui parle en son propre nom et affirme son droit de décider des affaires de la société.



Les travailleurs n'assument pas leur responsabilité de protéger les membres de la société, dont eux-mêmes, pour ensuite être traités de cette manière indigne et irrespectueuse. Ce sont eux qui doivent déterminer leurs conditions de travail et les mesures requises pour surmonter cette crise d'une façon qui favorise le peuple.

## Le gouvernement fédéral a été mis en garde contre la crise dans le réseau des refuges



Caravane à Toronto le 6 mai 2020

Le Syndicat national des employés et employés généraux du secteur public (SNEGSP) a écrit une lettre au premier ministre du Canada, aux premiers ministres des provinces et des territoires et aux chefs des autres partis fédéraux pour les mettre en garde contre la crise qui se prépare dans les refuges partout au Canada dans le contexte de la pandémie de la COVID-19. Dans un communiqué de presse du 8 mai, le syndicat écrit que la lettre exhorte le gouvernement fédéral à agir rapidement et l'avertit que les nombreux problèmes auxquels font face les refuges et les personnes vulnérables qu'ils servent sont une bombe à retardement.



Le président du SNEGSP, Larry Brown, indique dans sa lettre les deux principaux enjeux : les itinérants ne reçoivent aucune prestation ni aucune protection du virus, et les travailleurs des services communautaires (TSC) n'ont pas accès à l'équipement de protection individuelle adéquat (ÉPI) ou au financement qui leur permettraient d'exercer leur travail de façon sécuritaire.

« Nous avons entendu des histoires terrifiantes de nos membres. Le système des refuges était au maximum de sa capacité bien avant la pandémie. Plusieurs établissements ont des aires communes partagées et des lits superposés. Il n'y a pas de place pour faire de la distanciation sociale ou du confinement », dit Brown. « En plus, le niveau de compréhension des résidents varie et certains ne comprennent pas ou ne

peuvent pas comprendre pourquoi on leur demande de se laver les mains fréquemment et/ou de porter un masque. C'est dangereux et mentalement épuisant pour les résidents et les travailleurs des services communautaires. »

Le communiqué de presse souligne que les itinérants font partie de la société canadienne et doivent être protégés, comme tous les Canadiens.

On y lit :

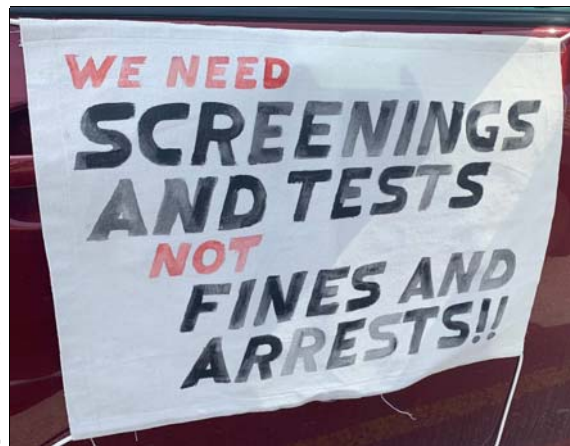
« Les personnes qui vivent l'itinérance ne vivent pas à l'écart du reste de la société. Elles se rendent aux banques alimentaires. Elles vont à l'épicerie. Elles interagissent avec les gens dans la rue. Les TSC courent les mêmes risques que ces personnes. Un seul TSC asymptomatique pourrait propager la COVID-19 parmi des centaines de personnes de la communauté.

« Une éclosion, peu importe le secteur de notre société, demeure une éclosion. Les gens vivant l'itinérance ne devraient pas être moins importants que toute autre personne vivant au Canada. Les TSC qui travaillent avec les populations vulnérables méritent la même protection que les autres travailleurs qui ont affaire au public. »

Dans la dernière section de la lettre, Brown souligne les besoins à court et à long terme pour régler les problèmes et éviter une crise généralisée dans le système des refuges. Il dit :

« **Nos revendications immédiates, à court terme, sont simples :** nous demandons que le

gouvernement fédéral travaille avec les provinces et les TSC pour élaborer des plans d'action pour les itinérants. Les tests, le dépistage des contacts et la protection sont les grandes priorités. Les TSC ont besoin d'ÉPI appropriés pour interagir en toute sécurité avec leurs clients. Le personnel a aussi besoin de la formation requise pour les procédures d'utilisation des ÉPI, et les employeurs doivent collaborer avec les travailleurs et les syndicats pour développer l'évaluation des risques. Tous ceux qui oeuvrent dans le milieu des refuges doivent être testés afin de bien isoler ceux qui s'avèrent positifs. Tous les nouveaux clients doivent être testés avant d'entrer et ils doivent recevoir le résultat des tests dans un délai convenable. Il doit y avoir un vaste mouvement pour aider les itinérants à sortir de la rue, être testés, et trouver un hébergement. Les employeurs doivent garder une ligne de communication ouverte avec le personnel et faire preuve de transparence pour ce qui est des protocoles, comme ceux liés à l'entretien des refuges. L'accès à l'aide à la santé mentale pour les itinérants doit être maintenu et amélioré. Nous reconnaissons que le gouvernement fédéral a reconfirmé son investissement immédiat de 207,5 millions de dollars en appui aux organisations qui sont au service des populations vulnérables. Cependant, ce montant est insuffisant pour répondre aux besoins des gens qui étaient itinérants avant la pandémie, et encore moins pendant la pandémie.



« **Les revendications à long terme sont plus difficiles à réaliser.** Mais il faut tout de suite commencer à en discuter en même temps que nous envisageons ce que sera notre nouvelle normalité. Il risque d'y avoir une augmentation de jeunes itinérants en raison de la fermeture de centres d'aide et des programmes parascolaires à cause de la COVID-19. On ne voit pas clairement comment fonctionnera le marché du travail à mesure que les entreprises vont rouvrir. S'il est vrai que le gouvernement fédéral a fait un travail louable en ce qui concerne le financement des individus et des entreprises, il est indéniable que certaines entreprises ne rouvriront jamais et que certains emplois vont disparaître pour de bon. On estime que le Canada a près de 50 000 « itinérants cachés ». Ces itinérants cachés vont en toute vraisemblance devenir visibles à mesure que leurs amis et leurs familles qui leur procurent présentement un refuge provisoire vont connaître l'insécurité et la vulnérabilité financière. Ce qui veut dire que le risque est très élevé et que les refuges vont faire face à une hausse subite de nouveaux clients qu'ils ne pourront pas gérer

si la COVID-19 est toujours très active dans nos refuges. Les refuges sont depuis toujours sous-financés et n'avaient pas ce qu'il fallait pour répondre à la demande avant même que la pandémie ne frappe. Il faut augmenter le financement pour répondre à la crise immédiate, mais nous ne devons pas revenir au statu quo d'avant la pandémie une fois qu'elle sera terminée.

« Il faut une stratégie à deux volets développée en partenariat avec les travailleurs, les syndicats et les autres partenaires : 1. Le financement adéquat des organisations qui servent les itinérants. 2. Une aide plus importante aux familles et aux individus à faible revenu afin qu'ils ne deviennent pas des itinérants. »

Brown termine sa lettre en mettant en garde le gouvernement Trudeau : « Si des mesures plus robustes ne sont pas prises immédiatement, nous allons probablement faire face à une crise dans notre système des refuges comme celle qui a sévi dans les soins de longue durée. Une société n'est forte que si ses membres vulnérables sont forts. Et notre société a laissé les gens vivant l'itinérance sombrer dans une grande vulnérabilité. »

(Photos: OCAP, B.S. Waters, R. Danielson, A. Sampson)

---

### **Un statut pour les travailleurs migrants et les réfugiés**

## **La résidence permanente pour tous les travailleurs migrants comme étape vers la citoyenneté!**



« La pandémie de la COVID-19 révèle comment les travailleurs migrants étrangers contribuent à l'économie et à la société du Canada en prenant des emplois que trop peu de Canadiens veulent. Leur travail garantit que notre industrie alimentaire prospère, que les jeunes, les personnes âgées et les Canadiens à risque reçoivent les soins appropriés, et que les familles aient le soutien dont elles ont grandement besoin », écrit Connie Sorio, coordonnatrice de KAIROS pour la justice envers les personnes migrantes, l'une des principales défenseuses des droits des migrants au Canada, dans un article paru le 7 mai dans le *Hill Times*.

Connie Sorio considère l'action menée par le Portugal comme « un effort pour protéger la santé et la sécurité de chacun ». « Le Portugal a pris la mesure sans précédent d'accorder aux migrants, y compris aux travailleurs migrants, le statut de résident pendant la pandémie et de fournir un accès complet aux soins de santé et aux services sociaux. » Elle est également d'avis que le Canada doit faire de même, mais « pourrait aller plus loin et accorder à tous les travailleurs étrangers le statut de résident permanent ».



Elle rappelle qu'au Canada, jusque dans les années 1960, « les travailleurs étrangers qui comblaient les pénuries en main-d'oeuvre se voyaient accorder la résidence permanente dès leur arrivée ». Cependant, en 1973, informe-t-elle, « le Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) a remplacé la résidence permanente et bien que le besoin de travailleurs migrants ne se soit jamais atténué, leur environnement de travail et de vie est soudainement devenu précaire ».

Elle explique en outre : « Dans le cadre du PTET, la plupart des travailleurs sont liés à un seul employeur. Alors que le Permis de travail ouvert pour les travailleurs vulnérables récemment mis en place offre aux travailleurs la possibilité de quitter des situations de violence, il incombe aux travailleurs de fournir une preuve d'abus. Parce qu'il n'y a aucune garantie que le permis sera accordé et craignant l'expulsion et la perte des revenus vitaux qui font vivre leur famille, de nombreux travailleurs gardent le silence et, par conséquent, les abus et les blessures sur le lieu de travail sont rarement signalés. »

Connie Sorio nous informe également que « les possibilités de demander la résidence permanente vont de difficiles à impossibles selon le métier. Par exemple, dans le cadre du nouveau programme pilote pour les aidants naturels, les futurs soignants peuvent postuler, mais uniquement après un processus exténuant et coûteux, tandis que les travailleurs agricoles et ceux dans la transformation de la viande ne peuvent pas, malgré qu'ils aient travaillé pendant des années et parfois des décennies au Canada. Jusqu'à récemment, aucun travailleur ne pouvait amener sa famille avec lui, une séparation cruelle qui a finalement et heureusement pris fin pour les aidants, mais pas pour les autres. »

Même si le gouvernement fédéral a pris certaines mesures telles que la réduction des conditions d'admissibilité à l'accès à l'assurance-emploi (AE) et l'introduction de nouveaux critères pour les agriculteurs pour aider à protéger la sécurité des travailleurs, elle affirme que « beaucoup plus doit être fait ».

Les nouveaux soutiens du gouvernement fédéral couvrent « les travailleurs étrangers temporaires qui ont perdu leur emploi en raison de licenciements causés par la COVID-19, ou qui ont dû arrêter de travailler en raison d'une maladie. Mais les travailleurs rencontrent des obstacles pour accéder aux prestations parce que les informations sur le soutien ne sont pas disponibles dans leur langue ou nécessitent un ordinateur et l'internet, dont beaucoup n'ont pas », écrit-elle.



« En outre, l'ensemble de ces soutiens ne prend pas en charge les travailleurs qui ont perdu leur statut parce qu'ils font face à un imbroglio bureaucratique », ni ne « garantit la conformité des directives de santé publique dans les exploitations agricoles, dans les installations de transformation de la viande et sur d'autres lieux de travail ».

« Le gouvernement canadien n'a qu'à se tourner vers le Portugal pour trouver une solution efficace et rapide pour protéger la



sûreté et la sécurité de ces travailleurs essentiels et de tous les Canadiens : leur accorder le statut de résident. » Elle est également d'avis que pour aller de l'avant, tous les travailleurs étrangers migrants devraient avoir « accès à la résidence permanente à leur arrivée dans le cadre de la construction d'un pays équitable et inclusif. En 2019, le gouvernement fédéral a pris des mesures dans ce sens en renforçant le parcours des aidants naturels vers la résidence permanente conditionnelle après avoir accompli deux ans de travail au Canada. Il doit étendre ce programme aux travailleurs de tous les secteurs. »

En guise de conclusion, la coordonnatrice de KAIROS écrit : « La COVID-19 a mis en lumière l'emploi précaire de nombreux travailleurs essentiels, y compris ceux de l'étranger. L'octroi du statut de résident aux travailleurs migrants démontrera une véritable appréciation pour les services qu'ils fournissent, ce qui crée une voie vers la citoyenneté et élimine les barrières systémiques intégrées dans les programmes des travailleurs étrangers temporaires.

« C'est maintenant que ça doit changer. »

(Source : Hill Times. Photos: LML, J4MV)

---

## **Le gouvernement Trudeau doit accorder un statut aux travailleurs de la santé migrants et demandeurs d'asile**



Le 6 mai, dans une vidéo en ligne, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a salué la communauté haïtienne en disant que « partout au Québec, des médecins, des infirmières, des préposés et de nombreux autres travailleurs de la santé d'origine haïtienne sont là, jour et nuit, luttant courageusement contre la pandémie de la COVID-19 ... Nous travaillons pour vous protéger, tout comme vous travaillez pour nous protéger ».

Le 7 mai, la Concertation haïtienne pour les migrants (CHPM) et l'organisation Debout pour la dignité ont fait parvenir deux lettres ouvertes au gouvernement Trudeau dans lesquelles elles soulignent que la première chose qui est nécessaire pour protéger ces travailleurs est de régulariser le statut de beaucoup d'entre eux. Il est bien connu que de nombreuses personnes d'origine haïtienne, avec d'autres, travaillent comme préposés aux soins dans des conditions très difficiles. De plus, le fait que beaucoup d'entre eux soient des réfugiés les rend plus vulnérables au chantage et aux menaces. « Ces personnes nous apportent dans des conditions exceptionnelles leurs compétences, leur dévouement et leur dignité afin de nous aider à combattre cette pandémie tout en risquant leur propre santé et celle de leur famille. Beaucoup d'entre eux ont frôlé la mort et ont perdu des collègues. Nous peinons à imaginer que nos anges gardiens puissent être expulsés du pays sitôt la bataille gagnée » écrit la CHPM, ajoutant qu'un programme spécial d'immigration

pourrait être mis en place pour régulariser le statut de ces travailleurs et de leur famille.

Debout pour la dignité souligne que « Ces réfugiés constituent une mine d'or pour les agences de placement rapaces. Ils sont la chair à canon de notre système de santé dans ce contexte de pandémie. Pourquoi devraient-ils continuer à vivre dans l'incertitude liée à leur statut précaire ? ... Pourquoi leurs enfants devraient-ils encore être exclus des services de garde subventionnés ? Pourquoi ne peuvent-ils pas bénéficier des mêmes protections que les autres travailleurs quand ils sont victimes d'un accident de travail ? »

Le 9 mai, l'organisation a mis en ligne une pétition qui appelle le gouvernement Trudeau à « mettre fin à leurs tourments (*des migrants et réfugiés qui travaillent dans le domaine de la santé - LML*) en leur octroyant leur résidence permanente alors qu'ils répondent présents et avec cœur à cet appel de grande humanité auprès des patients atteints de COVID-19. Nous sollicitons le premier ministre pour qu'il fasse preuve d'humanité à l'endroit de ces travailleurs humanitaires, en reconnaissant concrètement leur apport par la régularisation de leur statut migratoire qui facilitera, de facto, leur inclusion et leur intégration. »

La pétition peut être signée [ici](#).

---

## Les migrants précaires ne doivent pas être laissés pour compte

- Dorota Blumczynska, présidente, Conseil canadien pour les réfugiés -



Affiches de la caravane organisée en mai 2020 en appui aux travailleurs migrants par Justice pour les travailleurs migrants

La présidente du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), Dorota Blumczynska, a écrit une lettre au premier ministre Trudeau le 5 mai pour souligner la situation particulière à laquelle font face les travailleurs migrants au Canada durant la pandémie. Avec ou sans statut, elle fait remarquer que « les personnes migrantes au Canada se retrouvent souvent dans des situations d'exploitation, et sont particulièrement vulnérables aux violations du droit des travailleurs, à la violence basée sur le genre, à la violation des droits de l'homme, à la traite des personnes et à d'autres types d'abus ». À cause de cela, leur précarité « est amplifiée pendant la crise de la pandémie » et elles ont « un besoin urgent d'aide ».

Dans sa lettre, Dorota Blumczynska demande que des mesures immédiates soient prises dans les domaines suivants :

## Le revenu

Même si le gouvernement fédéral a étendu la Prestation canadienne d'urgence (PCU) aux résidents migrants ayant un numéro d'assurance sociale valide et qui ont gagné au moins 5 000 \$ au cours des 12 mois précédents, Dorota Blumczynska souligne le fait qu'« un certain nombre de lacunes subsistent pour répondre aux besoins urgents des travailleurs/euses migrants, des personnes en situation de traite des personnes, des étudiants internationaux, des demandeurs d'asile et d'autres personnes migrantes précaires ». Cette pandémie « oblige certains à travailler dans des conditions dangereuses pour leur santé et celle de la santé publique, les pousse à la clandestinité ou à rester dans des situations abusives uniquement pour arriver à joindre les deux bouts », fait-elle remarquer.

## La santé

« Il est essentiel que les soins de santé soient fournis à tous ceux et celles qui vivent au Canada, quel que soit leur statut d'immigration, note-t-elle. Nous demandons à tous les échelons du gouvernement de fournir les services nécessaires liés à la COVID, y compris l'accès aux tests et aux traitements nécessaires au même titre que tous les résidents du Canada. De plus, l'état de santé d'une personne doit rester confidentiel, notamment en termes de communication avec les autorités d'immigration ou les employeurs. »

## Le statut d'immigration

Durant cette crise de pandémie, Dorota Blumczynska rappelle que « le gouvernement fédéral devrait veiller à ce que les voies d'accès à la résidence permanente au Canada soient maintenues, y compris les voies d'accès aux demandeurs du statut de réfugié, aux personnes ayant subi la traite, aux travailleurs/euses migrants et aux personnes migrantes au statut précaire qui présentent une demande pour des motifs d'ordre humanitaire. Aucun migrant de statut précaire ne devrait craindre d'être expulsé en ce moment ».



La présidente du CCR veut aussi que le gouvernement privilégie les divers « recours à court terme existants pour régulariser le statut » et appelle le gouvernement à mettre en place immédiatement « un processus de demande et d'approbation clair et standardisé, ne prenant pas plus de dix jours » pour ceux « qui demandent un permis de séjour temporaire pour les victimes de la traite des personnes, un permis de travail ouvert pour les travailleurs vulnérables, ou encore un permis de séjour temporaire pour les victimes de violence familiale ».

## Le soutien communautaire

La présidente de l'organisation veut aussi que le gouvernement fédéral consulte les nombreuses organisations communautaires qui « sont en première ligne pour fournir un soutien aux personnes migrantes en cette période critique. Ces organismes devraient être consultés dans le cadre de l'élaboration de politiques et de réponses communautaires à la COVID-19 ». « Les organismes qui soutiennent les personnes migrantes devraient recevoir un financement adéquat pour fournir les services essentiels de sensibilisation, d'éducation populaire et d'interventions nécessaires en ce moment », insiste-t-elle dans sa lettre.

« Les jeunes personnes migrantes sont également particulièrement touchées par la crise actuelle.



Les organismes dirigés par des jeunes et les organismes de première ligne qui soutiennent les jeunes devraient recevoir un financement adéquat pour fournir des services, un soutien en santé mentale et des outils appropriés pour gérer la crise actuelle. »

La présidente de la CCR conclut sa lettre en rappelant que « les droits humains et les normes de santé publique doivent être au coeur des réponses politiques à la pandémie de COVID-19 en ce moment. »

(Photos: J4MW)

---

## Lettre ouverte au premier ministre Legault

**- Association des travailleuses et travailleurs temporaires d'agences de placement, Centre de travailleuses et travailleurs immigrants -**

Monsieur le premier ministre,

En ce temps de pandémie de la COVID-19, nous souhaitons attirer votre attention sur le sort des personnes sans papiers. Il s'agit de travailleuses et travailleurs essentiels qui ont été ignorés pour qui nous demandons :

1. l'accès à un revenu pendant toute la durée de la pandémie;
2. l'accès à une carte d'assurance maladie avec tous les droits qu'elle donne à l'ensemble des citoyens;
3. l'émission de certificats de sélection de Québec qui permettent de demander la résidence permanente au gouvernement fédéral.

Les personnes sans statut se retrouvent dans plusieurs secteurs d'activité à effectuer des tâches indispensables pour le bon fonctionnement de notre société : semences de champs, cueillette de fruits et légumes, étiquetage et emballage d'aliments, préparation de repas, soin d'enfants, d'âinées et de personnes malades, ménage de restaurants, de bureaux et de résidences, etc. Toutefois, elles effectuent leurs fonctions avec un désavantage notable : elles sont sans papiers. Cette situation signifie le plus souvent qu'elles doivent accepter un taux horaire de 9 \$ ou 10 \$ en sachant que le salaire minimum est 13,10 \$. Parfois, elles ne sont pas payées du tout. De plus, lorsqu'il y a un accident de travail, ces travailleuses et travailleurs sont exclus des indemnités prévues par la *Loi sur les accidents de travail* en plus de ne pouvoir se faire soigner. En ce qui concerne les femmes sans statut, elles sont souvent harcelées sexuellement et

psychologiquement sans pouvoir porter plainte à la Commission des normes, de l'équité et de la santé et sécurité au travail. De plus, comme d'autres femmes immigrantes et racisées, elles sont surreprésentées dans le travail de soin et l'entretien ménager, très exigeant physiquement et





psychologiquement en plus d'être mal rémunéré malgré leur grande valeur.

Au sein de l'Association des travailleuses et travailleurs temporaires des agences de placement (ATTAP), de l'Association des travailleuses et travailleurs migrant.es du Québec (ATTMQ) et de la Coalition contre le travail précaire, les personnes sans papiers participent aux luttes pour l'augmentation du salaire minimum à 15 \$. Le leadership des personnes sans statut a été déterminant pour l'adoption de la nouvelle réglementation québécoise qui protège mieux les travailleuses et travailleurs d'agence. En dépit de leur engagement professionnel et social dans la société québécoise, elles n'obtiennent pas un juste retour. Malgré le stress et la peur causés par le risque de détention et de déportation pour des motifs strictement administratifs, ces personnes sont assez fortes et dignes pour rester, travailler et lutter.

Comme beaucoup de travailleuses et de travailleurs, elles ont perdu leur emploi, mais contrairement au reste de la population, elles n'ont pas accès aux programmes de remplacement de revenu. Elles ont désormais accès au dépistage pour la COVID-19, mais contrairement à l'annonce de la ministre de la Santé, les frais exorbitants pour les soins ne sont pas gratuits dans tous les hôpitaux. Ceci met en péril la vie de ces personnes et défie toute logique de santé publique. Les personnes sans statut doivent avoir les mêmes droits que le reste de la population ! Afin qu'elles puissent s'occuper de leur santé, de leur bien-être et de leur famille, une intervention gouvernementale décisive est plus que jamais nécessaire.[1]

## Note

1. *Le Devoir*, les 9 et 10 mai 2020

(Photo: J4MW)

---

## Canada, hors de l'OTAN! L'OTAN doit être démantelée!

### Non au recrutement des jeunes par l'OTAN pour la guerre et l'agression



Le 29 avril 2020, le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) Jens Stoltenberg a annoncé un nouveau Programme pour les jeunes talents (YPP) visant à recruter « les jeunes esprits les plus brillants de l'Alliance » pour qu'ils se joignent à l'Alliance pour « faire face aux défis de sécurité actuels et futurs ». Seuls les jeunes des 30 pays membres de l'OTAN, dont ceux du Canada, sont admissibles.

Selon l'information rendue disponible par l'OTAN, le recrutement sera ouvert aux diplômés qualifiés ayant une expérience de travail d'un an et qui ont 21 ans ou plus. Les candidats acceptés pourront faire trois stages d'un an dans trois environnements différents de l'OTAN dans douze domaines d'activité, dont « les affaires politiques, la cyberdéfense, l'innovation et les technologies émergentes, la communication institutionnelle, la finance, le droit et l'ingénierie ». Six organismes de l'OTAN, aussi bien civils que militaires, situés en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et aux États-Unis, accueilleront les participants à l'YPP. L'objectif du programme est de préparer les « dirigeants et influenceurs » de demain pour l'ordre du jour belliciste de l'OTAN.



Le YPP fait partie d'une campagne menée par l'OTAN visant à présenter celle-ci à la jeunesse comme une quelconque force inoffensive qui fait la promotion des droits humains, de la liberté et de la démocratie. Mais les jeunes refusent de s'y laisser prendre. Dans un rapport du Comité parlementaire permanent de la défense nationale publié en 2018, *Le Canada et l'OTAN : une alliance cimentée par la force et la fiabilité*, les auteurs se plaignent du peu d'appui et de compréhension de la part des jeunes pour l'OTAN et pour ce qu'elle fait. Il y est souligné que 71 % des milléniaux ne sont pas au courant du rôle important de l'OTAN et que ce manque de connaissance freine l'appui du gouvernement envers l'OTAN. Ce que ces fauteurs de guerre ne comprennent pas et ne réussissent pas à apprécier, c'est que les jeunes d'aujourd'hui au Canada et à l'étranger ont assumé leur responsabilité sociale envers l'environnement social et naturel et, dans leurs centaines de millions, s'opposent à la guerre et l'agression impérialistes.

En opposition à cet esprit de la jeunesse, le gouvernement canadien et l'OTAN ont développé un réseau élargi — des organisations comme le Conseil Atlantique du Canada, la Munk School of Global Affairs et le Centre canadien pour la responsabilité de protéger à l'Université de Toronto et plusieurs autres — visant à désinformer les jeunes au sujet de ce qu'est vraiment l'OTAN, un instrument de la guerre et de l'impérialisme. Les offres d'emploi, les stages, les formations et les réseaux liés à des universités, des entreprises et des agences gouvernementales font partie des « à-côtés » offerts.

*LML* condamne ce plus récent stratagème de recrutement de l'OTAN pour tenter de corrompre nos jeunes et les jeunes du monde sous couvert d'offrir des formations et de l'emploi. L'OTAN est une organisation militaire agressive, une des plus grandes menaces à la vie et au bien-être de l'humanité et à l'environnement de notre planète.

***Pas un seul jeune pour la guerre et l'agression des États-Unis et de l'OTAN !***

***Canada, hors de l'OTAN !***

***Démantelez l'OTAN !***

***Organisons pour un gouvernement antiguerre !***



# L'écrasement mortel d'un hélicoptère canadien dans le cadre d'exercices de l'OTAN

Le 29 avril, un hélicoptère de la marine royale canadienne participant à une mission de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), avec six Canadiens à bord, s'est écrasé en mer Ionienne au large de la Grèce. L'hélicoptère s'est envolé de la frégate canadienne *NCSM Fredericton*, dont le port d'attache est Halifax, déployée dans la région dans le cadre de l'opération Reassurance.



Des membres des Forces armées canadiennes participent à l'opération Reassurance en Europe centrale et en Europe de l'Est. Ils y participent en tant que membres de l'OTAN, pour consolider la « défense collective » de cette organisation. Au cours de cette opération, les forces canadiennes mènent des exercices de formation et des manoeuvres et accomplissent certaines tâches propres à l'OTAN.

Le 20 janvier 2020, le *NCSM Fredericton* a pris la mer pour un déploiement de six mois dans le cadre de l'opération Reassurance. Depuis 2014, les Forces armées canadiennes déploient des frégates en alternance et de façon continue pour servir dans des exercices et des tâches opérationnelles qui font partie du commandement maritime de l'OTAN.



Le déploiement du *NCSM Fredericton* fait partie d'un ensemble d'activités qui comprend la fourniture d'une capacité militaire pour les exercices de formation, les manoeuvres, les rassemblements et autres tâches assignées par l'OTAN, ce qui montre l'engagement du Canada dans ces activités bellicistes en Europe centrale et en Europe de l'Est.

Le premier ministre Trudeau, lors de son annonce de l'écrasement, a dit que l'opération Reassurance « montre le Canada à son meilleur. Elle vise à augmenter la sécurité et la stabilité en Europe centrale et en Europe de l'Est ».

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) déplore la perte de vie des six Canadiens et fait part de ses sincères condoléances à leur famille.

Cependant, l'adhésion du Canada à ce pacte militaire agressif et belliciste ne peut en aucune façon être attribuée à la défense du Canada. Contrairement à ce qu'a déclaré le premier ministre, elle contribue à l'insécurité et l'instabilité en Europe centrale et en Europe de l'Est. De plus, le maintien de ces exercices pendant la pandémie du coronavirus produit de la contagion sur les navires et dans les rangs des troupes de plusieurs pays membres de l'OTAN, y compris le Canada. C'est inadmissible.

À l'occasion du 9 mai, 75e anniversaire du Jour de la Victoire, nous avons exprimé notre gratitude la plus profonde envers les peuples d'Europe centrale et d'Europe de l'Est pour leur sacrifice incommensurable pendant la Deuxième Guerre mondiale pour que l'humanité se débarrasse à tout jamais du nazisme et du fascisme. Cependant, l'OTAN ne représente pas la cause de la paix, de la

liberté et de la démocratie, mais bien les préparatifs pour entraîner les peuples d'Europe centrale et de l'Est, une fois de plus, dans l'agression et la guerre. Les Canadiens veulent éliminer la menace d'agression et de guerre afin que les peuples du monde puissent vivre en paix et en sécurité et développent les relations entre pays fondées sur l'avantage réciproque.

***Canada, hors de l'OTAN maintenant !  
Faisons du Canada une zone de paix !***

*(Avec des informations de: Cabinet du premier ministre, Gouvernement du Canada)*

---

## **L'opération Reassurance de l'OTAN**

En 2016, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a accepté de renforcer sa présence militaire dans la partie orientale de l'Alliance. Dans le cadre de cet effort, l'OTAN a établi trois missions distinctes en Europe : une présence avancée renforcée, des forces navales permanentes et une présence avancée adaptée.

### **Présence avancée renforcée de l'OTAN**

Cette mission comprend quatre groupements tactiques multinationaux prêts au combat basés en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne. Ces groupements tactiques sont dirigés respectivement par le Royaume-Uni (R.-U.), le Canada, l'Allemagne et les États-Unis (É.-U.) — collectivement connus sous le nom de pays-cadres pour la présence avancée renforcée. La présence de ces groupements tactiques montre clairement qu'une attaque contre un allié sera considérée comme une attaque contre l'ensemble de l'Alliance et représente le plus grand renforcement de la défense collective de l'OTAN depuis une génération.

Le Canada mène le groupement tactique en Lettonie en tant que pays-cadre. Ses principales contributions comprennent : une force opérationnelle et un quartier général de groupement tactique, une compagnie d'infanterie équipée de véhicules blindés légers, une compagnie de soutien au combat (renseignement et communications) et une compagnie de soutien (transport, approvisionnement et médical).

Les forces de la présence avancée renforcée sont complétées par les ressources logistiques et l'infrastructure nécessaires pour appuyer le repositionnement et faciliter un renforcement rapide.

Le groupement tactique multinational de la présence avancée renforcée en Lettonie s'entraîne et mène des exercices régulièrement. Ces exercices sont de nature multinationale et s'intègrent souvent aux forces de défense nationale lettones et à d'autres forces alliées extérieures au groupement tactique, ce qui améliore l'interopérabilité et permet une polyvalence dans l'emploi dans la région.

Le groupement tactique dirigé par le Canada compte environ 1 400 militaires et huit autres pays contributeurs : Espagne (300 soldats), Pologne (200), Italie (160), Slovaquie (152), République tchèque (60), Slovénie (50), Albanie (21) et Monténégro (10).

Le Canada s'est engagé à diriger le groupement tactique en Lettonie jusqu'au 31 mars 2023. Le ministre canadien de la Défense nationale et son homologue letton organisent régulièrement des réunions des ministres de la Défense de pays ayant des troupes déployées en Lettonie au sein du groupement tactique dirigé par le Canada. Ces réunions ont lieu en marge des réunions des ministres de la Défense de l'OTAN.



## Les forces navales permanentes de l'OTAN

Cette mission comprend quatre groupes maritimes permanents multinationaux intégrés : deux groupes de contre-torpilleurs/frégates et deux groupes de lutte contre les mines. Ces groupes sont disponibles en permanence pour accomplir des tâches allant de la participation à des exercices pour la conduite de missions de l'OTAN.

Les groupes maritimes permanents fournissent à l'OTAN une capacité de réaction opérationnelle immédiate.

Le Canada fournit actuellement une frégate au 2e Groupe maritime permanent de l'OTAN qui effectue des patrouilles de routine en Méditerranée et en mer Noire. Le commandement du groupe maritime est assuré à tour de rôle par les pays et le Canada en assume actuellement le commandant. Le HMCS Fredericton est une unité du 2e Groupe maritime permanent de l'OTAN.

## Présence avancée adaptée de l'OTAN

Cette mission concerne les activités de police aérienne dans la région sud-est de l'Alliance. Il s'agit d'une mission défensive qui assure une présence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, d'avions de chasse prêts à réagir rapidement aux violations de l'espace aérien.

Pour mener la mission de police du ciel, les alliés déploient des avions dans trois régions : les pays baltes, la Roumanie/Bulgarie et l'Islande.

Le Canada fournit jusqu'à six avions de chasse CF18 et 135 membres du personnel de manière épisodique, par période de quatre mois, pour mener des activités de police du ciel, de surveillance et d'instruction.

(Sources : Gouvernement du Canada, OTAN)

---

**Mettons fin à la catastrophe imposée au peuple palestinien!**

**Appuyons fermement la résistance du peuple palestinien à l'occasion de la Nakba**



## CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

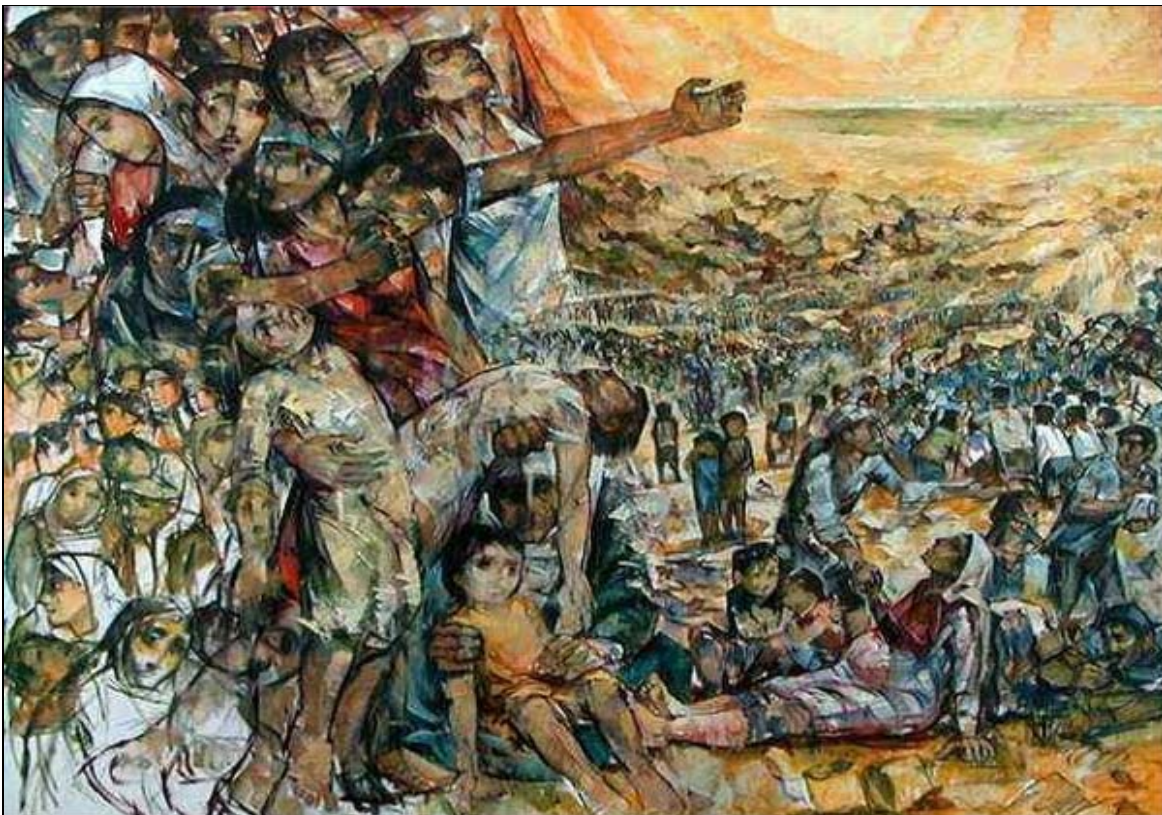
Le 15 mai est le 72e anniversaire de la Nakba – Jour de la Catastrophe –, un jour qui souligne « un voyage continu de souffrance, de perte et d'injustice » pour le peuple palestinien. Il souligne le

jour où près de 750 000 Palestiniens ont été expulsés de leurs maisons pendant la guerre de 1948. Les Palestiniens ont été forcés de quitter leurs maisons et leurs terres en raison des attaques militaires des sionistes, appuyés par les gouvernements britannique et américain. Les forces sionistes israéliennes ont attaqué 774 villes et villages, et occupé 80 % du territoire des Palestiniens après avoir tué près de 15 000 civils musulmans et chrétiens. Les survivants ont été forcés d'émigrer en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et vers les pays limitrophes comme la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Le 15 mai, Jour de la Nakba, est une mémoire vivante de ces crimes qui ont préparé le terrain pour les conditions d'aujourd'hui où plus de sept millions de Palestiniens vivent en exil et deux millions vivent dans la bande de Gaza, la plus grande prison à ciel ouvert au monde.

Cette année, en raison de la pandémie de la COVID-19, la mobilisation de masse prend la forme de séminaires en ligne, de diffusion de films et d'expressions en ligne d'appui de toute sorte. Les peuples du monde appuient la résistance palestinienne, la réalisation d'un État palestinien et le droit d'être des Palestiniens et ils commémoreront et reconnaîtront leur lutte avec leur cœur et leur pensée, réclamant que la communauté mondiale des nations fasse son devoir et mette fin à l'injustice une fois pour toutes.

Le 12 mai, quelques jours à peine avant le Jour de la Nakba, les soldats de l'occupation israélienne ont brutalement abattu Zaid Qaysia, un Palestinien de 15 ans de Hébron. Quatre autres Palestiniens ont été blessés à la suite d'un raid du camp de réfugiés Al Fawwar par des soldats israéliens. Des dizaines de Palestiniens ont été détenus à la suite des raids partout en Cisjordanie occupée. Un soldat israélien est mort aux mains de la résistance alors qu'il participait à un de ces raids barbares récemment.



**Tableau de la Nakba par l'artiste palestinien Ismail Shammout**

Le secrétaire d'État des États-Unis Mike Pompeo, qui était en réunion avec le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu le jour où les troupes israéliennes ont tué Zaid Qaysia, a déclaré qu'« Israël a le droit de se défendre et l'Amérique vous appuiera toujours dans vos efforts ».



Pompeo était en Israël pour discuter de l'annexion des territoires palestiniens occupés. Netanyahu a fixé le 1er juillet comme date de l'annexion officielle de sections de la Cisjordanie et de l'expansion de plusieurs colonies israéliennes illégales. Pompeo a dit : « Il reste du travail à faire et nous devons faire avancer ce plan », démontrant que l'annexion et l'extinction du droit d'être des Palestiniens sont l'ordre du jour impérialiste américain et pas seulement israélien. L'annexion est au coeur de l'« accord du siècle » des États-Unis annoncé plus tôt cette année par le président Trump.

Les sionistes israéliens poursuivent leur ordre du jour. Le 6 mai, selon le *Jerusalem Post*, le ministre israélien de la Défense, Naftali Bennett, a approuvé l'expansion de la colonie d'Efrat au sud de la vieille ville de Jérusalem, ainsi que le plan pour 7 000 nouvelles unités de colons dans la municipalité de 11 000 résidents.

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres a condamné le plan d'Israël d'annexer une grande partie de la Cisjordanie occupée. Il a dit que cet acte fermera la porte à toute « négociation de paix » avec les Palestiniens. L'Autorité palestinienne a rejeté l'« accord » avec le plus grand mépris. La Ligue arabe a dit que l'annexion serait un « crime de guerre ». Le ministre jordanien des Affaires étrangères et des expatriés a dénoncé l'approbation par le régime israélien de la construction de près de 7 000 nouvelles unités de colons en Cisjordanie comme étant une violation flagrante du droit international et des résolutions des Nations unies. Selon l'ambassadeur palestinien aux Nations unies, Riyad Mansour, le Conseil de sécurité des Nations unies compte se réunir le 20 mai pour discuter de la situation.

À l'occasion du 72e anniversaire du Jour de la Nakba, l'humanité salue la résistance héroïque du peuple palestinien et, une fois de plus, réclame la fin immédiate de l'injustice.

***Non à l'annexion israélienne !  
Non à l'« accord du siècle » des États-Unis !  
Pour une Palestine libre !***



**Des actions de la Grande Marche du retour à Gaza, près de la frontière israélienne, à l'occasion de la Nakba en 2018**

*(Photos: Ralph JH, Ismail Shammout Great Return March)*

## Informations sur le plan israélo-américain d'annexion de la Palestine et d'anéantissement du droit d'être des Palestiniens



Manifestation à Ramallah le 11 février 2020, une des nombreuses qui ont eu lieu en Palestine et partout dans le monde pour dénoncer l'« accord du siècle » de l'administration Trump

Le président des États-Unis Donald Trump a annoncé son soi-disant « Accord du siècle » le 29 janvier de cette année, qui vise à légitimiser l'emprise de l'État sioniste sur les Palestiniens, privant ceux-ci de leurs moyens de subsistance et de leurs terres et, plus particulièrement, leur niant leurs droits en tant que peuple, y compris le droit de retour. Le peuple palestinien a rejeté l'« Accord du siècle » dans son intégrité, tandis que l'État d'Israël et ses dirigeants politiques font comme s'il s'agissait d'un fait accompli.

Tout de suite après que les détails de l'« Accord » ont été divulgués, Canada Talks Israel Palestine (CTIP) a publié un résumé des faits saillants de son contenu et a présenté son évaluation à Affaires mondiales Canada « pour aider le ministre François-Philippe Champagne à se décider sur l'essentiel de l'accord ». Le gouvernement du Canada n'a pas répondu.

Voici dix des principales dispositions que le CTIP a notées :

**L'expansion des frontières d'Israël :** les frontières d'Israël s'étendront maintenant jusqu'à la rivière du Jourdain. Ce faisant, Israël annexera un autre 20 % de la Cisjordanie. Il compte céder des terres en grande partie inhabitées dans le Néguev près de la frontière entre Gaza et l'Égypte. Israël maintiendra sa souveraineté sur les eaux territoriales, ce qui veut dire qu'il va contrôler l'accès à Gaza, mais aussi les ressources sous-marines (principalement du gaz naturel) de la côte méditerranéenne.

**Le contrôle exclusif d'Israël de Jérusalem :** les Palestiniens devront accepter que tout Jérusalem (« indivisible ») soit la capitale d'Israël et sous le contrôle d'Israël, y compris la vieille ville. Les Palestiniens pourront conserver certaines terres à la périphérie de Jérusalem Est et dire que c'est leur « capitale ». (À l'échelle du Canada, ce serait l'équivalent de dire « nous allons prendre Ottawa comme capitale et vous pouvez avoir Barrhaven »).



**Colonies :** Israël compte annexer la vallée du Jourdain et proclamer la souveraineté de plus de 100 colonies israéliennes en Cisjordanie, y compris 15 colonies isolées qui formeront des enclaves à l'intérieur d'un éventuel État palestinien. Les forces militaires israéliennes auront accès à ces colonies isolées.

**Le contrôle militaire par Israël :** Israël contrôlera la sécurité de la rivièrre du Jourdain à la mer de la Méditerranée. Les Forces de défense israéliennes pourront aller où bon leur semble en Cisjordanie et à Gaza.

**La négation du droit de retour pour la presque totalité des réfugiés :** plus de la moitié de la population palestinienne est constituée de réfugiés — entre 5 et 7 millions de personnes. Ils sont les descendants des non-juifs (musulmans et chrétiens) qui ont été chassés de ce qui est devenu Israël en 1947-1948. Mais en vertu de cet accord, seulement un nombre très restreint de réfugiés palestiniens et leurs descendants pourront entrer dans le nouvel « État » palestinien. Aucun d'entre eux n'aura le droit d'entrer en Israël. Les autres devront abandonner l'idée de retour, même si ce droit est garanti par le droit international.

**Un « quasi » État palestinien - « éventuellement ? Peut-être ? » :** L'accord ne contient pas la reconnaissance immédiate de l'État palestinien et laisse plutôt entendre un possible « État » palestinien - éventuellement, et selon certaines conditions ». Mais cet État ne sera comme aucun autre État au monde. Il va être un curieux ramassis de « régions » éparses coupées les unes des autres par des chemins pour Israéliens seulement, et parsemées de colonies israéliennes qui feront partie du territoire israélien. L'État palestinien n'aurait aucune contiguïté et les sections de la Cisjordanie seront interconnectées via 12 tunnels ou ponts. Israël maintiendrait le contrôle de toutes ses frontières. La Cisjordanie et la Bande de Gaza seraient liées par un tunnel de 20 km.



**Certains Israéliens palestiniens pourraient perdre leur citoyenneté israélienne :** l'accord permettrait qu'Israël retire ses frontières afin d'exclure plusieurs grandes villes palestiniennes qui sont maintenant à la frontière israélienne. En les incluant dans un futur « État », Israël réduirait le nombre de non-juifs en Israël de plusieurs centaines de milliers.

**Mettre fin à la résistance :** Trump a aussi appelé au désarmement des factions politiques palestiniennes comme le Hamas et le Jihad islamique, et à un « refus catégorique du terrorisme » en tant que prérequis pour un État palestinien, ce qui voudrait dire, par exemple, que les Palestiniens renieraient leur droit de défendre leurs maisons et leurs écoles des attaques des colons. L'accord exige aussi que les Palestiniens abandonnent leur demande auprès de la Cour pénale internationale pour que celle-ci fasse enquête sur les « crimes contre l'humanité » d'Israël.

**La reconnaissance d'Israël en tant qu'État juif :** Les Palestiniens seraient dans l'obligation de reconnaître Israël comme un État juif et d'accepter que la frontière israélienne longe la vallée du Jourdain. Les citoyens qui ne sont pas juifs (par exemple les citoyens palestiniens d'Israël qui sont au nombre de 1,5 million de personnes) devront accepter pour toujours leur situation en tant que

citoyens de deuxième ordre ayant moins de droits que les citoyens israéliens juifs.

**Des promesses de nouveaux investissements et de création d'emploi :** l'accord fait miroiter des investissements de 50 milliards de dollars sur 10 ans. « Au cours des 10 prochaines années, 1 million de nouveaux emplois intéressants seront créés pour les Palestiniens », a promis Trump, ajoutant que le taux de pauvreté sera réduit de moitié, et que le PIB palestinien « doublera et triplera ». Il n'a pas dit, toutefois, qui verserait ces fonds. Il laisse entendre que l'argent viendrait d'un autre État arabe, bien qu'aucun d'entre eux ne se soit manifesté.

### **Déclaration du ministre des Affaires étrangères du Canada concernant l'annonce du plan des États-Unis pour la paix au Moyen-Orient le 28 janvier 2020**



**Manifestation à Montréal le 2 février 2020 en appui au peuple palestinien et son rejet de l'« Accord du siècle »**

L'honorable François-Philippe Champagne, ministre des Affaires étrangères du Canada, déclare que « le Canada demeure résolu à atteindre l'objectif d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient. Cela comprend la création d'un État palestinien vivant côte à côte, en paix et en sécurité avec Israël en plus de garantir la sécurité d'Israël à l'intérieur de ses frontières.

« Le Canada reconnaît la nécessité de redoubler d'efforts pour trouver une solution négociée au conflit israélo-palestinien et examinera attentivement les détails du plan américain de paix pour le Moyen-Orient.



**Manifestation à Toronto le 1er février 2020 contre l'« accord du siècle »**

« Le Canada soutient depuis longtemps que la paix ne peut être obtenue que par des négociations

directes entre les deux parties. Nous exhortons les parties à établir les conditions nécessaires à la tenue de ces négociations.

« Le Canada réaffirme sa volonté de soutenir un dialogue constructif entre les parties en vue d'une solution négociée et viable à deux États. »



---

### Mise à jour sur la COVID-19

## L'Organisation mondiale de la santé émet des lignes directrices sur la réouverture

Divers pays ont entamé le processus de « réouverture » avec la levée de différentes mesures de confinement et de distanciation sociale afin de redémarrer diverses activités telles que les écoles, les événements publics et les entreprises. Le 12 mai, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié des lignes directrices pour guider ce processus dans un document intitulé « Critères de santé publique pour ajuster les mesures de santé publique et sociales dans le contexte de la COVID-19 ». Ce document fait suite à une précédente directive publiée le 16 avril intitulée « Considérations relatives à l'ajustement des mesures de santé publique et sociales dans le contexte de la COVID-19 », à l'heure où la plupart des pays connaissaient une forte augmentation des cas et des décès.

Les critères publiés le 12 mai sont regroupés en trois domaines devant être évalués pour répondre à trois questions principales :

1. Épidémiologie - L'épidémie est-elle maîtrisée ? (Oui ou non)
2. Système de santé - Le système de santé est-il en mesure de faire face à une résurgence de cas de COVID-19 pouvant survenir après l'adaptation de certaines mesures ? (Oui ou non)
3. Surveillance de la santé publique - Le système de surveillance de la santé publique est-il en mesure de détecter et de gérer les cas et leurs contacts et d'identifier une résurgence de cas ? (Oui ou non)

L'OMS explique : « Les critères ne sont pas normatifs et il n'est peut-être pas possible de satisfaire à certains d'entre eux en raison du manque de données, par exemple. Dans la mesure du possible, les pays devraient se concentrer sur les critères les plus pertinents pour prendre une décision. Les seuils sont présentés à titre indicatif et devront peut-être être revus à mesure que de nouvelles informations sur l'épidémiologie de la COVID-19 seront disponibles. Il est recommandé d'évaluer systématiquement les critères au moins une fois par semaine au niveau administratif infranational lorsque cela est possible. »

Concernant le premier critère, l'OMS souligne que la meilleure indication que l'épidémie est sous contrôle et en déclin est si le ratio du nombre effectif de cas secondaires par cas infectieux dans la population ( $R_t$ ) est inférieur à un pendant au moins deux semaines. Elle ajoute que dans les pays à forte population, le nombre de cas secondaires par cas infectieux doit être estimé au niveau régional. L'OMS fournit également d'autres critères supplémentaires pour évaluer si l'épidémie est maîtrisée si le taux ci-dessus ne peut pas être correctement évalué.

En ce qui concerne le deuxième critère, l'OMS déclare que la mesure clé pour évaluer la capacité du système de santé à gérer une résurgence est de savoir si le nombre de nouveaux cas nécessitant une hospitalisation est inférieur à la capacité maximale estimée en lits d'hôpitaux et de soins



intensifs (c'est-à-dire que le système de santé peut faire face à de nouvelles hospitalisations sans être submergé tout en maintenant la prestation des services de santé essentiels). Elle fournit une liste de critères d'évaluation supplémentaires si le chiffre ci-dessus ne peut être déterminé.

Le troisième critère concerne la capacité d'un pays à faire des tests en laboratoire en nombre suffisant et une stratégie claire de dépistage en place pour identifier de manière fiable les cas, et à le faire en temps opportun avec des rapports quotidiens, ainsi que la capacité d'effectuer le traçage des contacts.<sup>[1]</sup>

L'OMS déclare que son document du 12 mai ne présente que des critères de santé publique, « tandis que d'autres facteurs critiques, tels que les facteurs économiques, les facteurs liés à la sécurité, les droits de l'homme, la sécurité alimentaire et le sentiment du public, devraient également être pris en compte ».

Il est essentiel que l'OMS fournisse ces orientations à un moment où la réouverture des sociétés se profile à l'horizon dans divers pays. Cependant, cela fait également ressortir la situation politique des travailleurs au Canada, au Québec, aux États-Unis et dans d'autres pays du monde où le système libéral de démocratie représentative les prive de pouvoir politique. Ce sont eux qui sont les plus touchés par la pandémie, mais ils sont privés du pouvoir de décider quand et comment la société devrait rouvrir, que les critères de l'OMS soient satisfaits ou pas. Déjà, des tragédies continuent de se produire parce que des intérêts privés et les gouvernements qui les représentent imposent des politiques qui les servent, tandis que les travailleurs de la santé et les autres travailleurs essentiels n'ont pas la garantie d'un équipement de protection ou de conditions leur permettant de faire leur travail en toute sécurité. Les travailleurs doivent s'investir eux-mêmes de pouvoir afin de garantir que les futures pandémies ne puissent pas causer des ravages à l'humanité.

#### Note

1. Voir le document au complet (en anglais) : [Public health criteria to adjust public health and social measures in the context of COVID-19](#)



---

## La pandémie aggrave la situation des réfugiés non enregistrés et des personnes déplacées

Au milieu de la pandémie mondiale, la situation des réfugiés est à la fois désastreuse et mal connue. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) signale qu'au 9 mai, 134 pays accueillant des réfugiés faisaient état d'une transmission locale de la COVID-19. En particulier, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) ont pour la plupart fui les conflits résultant de la guerre et de l'agression impérialistes dans leurs régions, comme la guerre de 2011 de l'OTAN contre la Libye et l'intervention étrangère en Syrie pour fomenter une guerre civile, qui sont à l'origine de la crise des réfugiés qui a éclaté en 2015. À divers endroits, l'appel du secrétaire général des Nations unies à établir des cessez-le-feu dans tous les conflits militaires pendant la pandémie n'a toujours pas été entendu, alors les infrastructures civiles, y compris les établissements de santé, continuent d'être endommagées et cela crée de plus en plus de réfugiés et de déplacés internes.

Dans un article du 29 avril, *Counterfire* rapporte qu'« il y a quelques jours à peine, le Liban a signalé son premier cas positif dans un des camps palestiniens de Beqaa, où des réfugiés ont été contraints de vivre dans des conditions sordides et insalubres pendant des générations. Pendant ce



temps, des décès ont été confirmés dans certaines parties du nord-est de la Syrie assiégée, où 3 millions de personnes déplacées ont été regroupées dans une région de 500 000 habitants. Ailleurs dans la région, la Turquie fait pression pour les rapatriements, tandis que les réfugiés afghans fuient l'Iran vers l'Afghanistan par milliers, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les pays d'origine où les systèmes de santé sont déjà fragiles. Pendant ce temps, les camps de réfugiés en Afrique de l'Est et en Asie du Sud, qui peuvent être qualifiés de villes à part entière, se préparent au pire. »

L'article note qu'en Europe les camps de réfugiés à Calais, en France, et à Lesbos en Grèce, sont « bien au-delà des capacités et des ressources et l'accès aux soins de santé est presque non existant depuis le début des mesures de confinement ».

Aux États-Unis, « les centres de détention de la Immigration and Customs Enforcement (ICE) deviennent des pièges mortels pour les personnes incarcérées. Les mesures d'isolement et d'hygiène sont devenues une mission impossible dans ces conditions. »

Cependant, de très nombreux réfugiés vivent également en dehors des camps de réfugiés officiels. L'article explique que « le dénuement urbain où les réfugiés non enregistrés sont contraints à la pauvreté est un problème beaucoup plus imposant et beaucoup plus dangereux, car l'accès aux soins de santé est difficile à atteindre et la plupart des fonds et des programmes des ONG sont destinés aux personnes vivant dans les camps. L'appauvrissement urbain est de plus en plus présent depuis 2015, la plupart des réfugiés quittant les camps et finissant par s'établir dans des installations insalubres dans les grandes villes, vivant sous la menace plutôt que sous la protection des autorités publiques. »

Économiquement et politiquement, les réfugiés sont rendus particulièrement vulnérables du fait que de nombreux pays qui accueillent un grand nombre de réfugiés sont appauvris et ne sont pas équipés pour répondre à leurs besoins, ou ont des politiques d'exclusion des réfugiés de l'accès aux ressources de l'État, y compris les programmes sociaux. *Counterfire* cite l'exemple du Liban et de la Jordanie, mais c'est le cas aussi du Canada et de nombreux autres pays dits développés. Les réfugiés sont également rendus vulnérables et deviennent souvent des boucs émissaires pour les forces politiques sans scrupules et arriérées qui les accusent d'épuiser les ressources et ainsi de suite.

L'agression impérialiste sous forme de sanctions est une autre source de pression sur certains pays accueillant des réfugiés pendant la pandémie. *Counterfire* souligne que « l'Iran est le pays le plus durement touché au Moyen-Orient et le rapatriement des réfugiés afghans se poursuit à grande échelle, accompagné de tous les dangers causés par les mouvements transfrontaliers forcés, plus ceux posés par la pandémie. Le HCR a décidé de fournir une aide aux réfugiés en Iran, mais l'organisation étant confrontée à d'importants problèmes de financement, c'est à l'Iran que revient encore une fois la tâche de résoudre le problème. »

*Counterfire* note que divers pays modifient leurs politiques sur les immigrants et les réfugiés en raison de la pandémie. Il signale que la Jordanie « a commencé à suivre les directives du HCR et à considérer les camps de réfugiés comme un élément indispensable de ses politiques de santé publique. De plus, le Portugal a décidé d'accorder à tous les migrants les droits de citoyenneté et l'Allemagne essaie d'exploiter le vaste bassin de main-d'œuvre qu'elle a accumulé grâce à la crise des réfugiés. Pourtant, après l'éclosion de la maladie, nous devons tout faire pour que ces droits ne soient pas annulés, dans l'espoir de redéfinir le débat sur les réfugiés et les migrations. »

## **La situation en Amérique centrale**

Le 15 mai, le HCR a donné un point de presse sur la situation des réfugiés et des déplacés intérieurs en Amérique centrale. L'agence note que « la violence a contraint quelque 720 000

personnes dans la région à fuir leur domicile, à la fin de l'année dernière. Près de la moitié d'entre elles sont désormais déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dont 247 000 au Honduras et 71 500 au Salvador, tandis que d'autres ont fui au-delà des frontières.

« Aujourd'hui, malgré le confinement imposé en raison de la pandémie de Covid-19 au Honduras, au Salvador et au Guatemala, les déplacés internes et les chefs communautaires rapportent que des groupes criminels profitent du confinement pour renforcer leur contrôle sur les communautés, comme en témoignent l'augmentation des extorsions, du trafic de drogue, des violences sexuelles et sexistes et le recours aux disparitions forcées, au meurtre et aux menaces de mort contre ceux qui ne se plient pas à leurs injonctions.

« Du fait des restrictions de mouvement, les personnes qui ont besoin d'aide et de protection ne peuvent guère y avoir accès et celles qui auraient besoin de fuir pour échapper à la mort ont d'autant plus de difficulté à trouver la sécurité.

« En outre, de nombreux déplacés et personnes vulnérables ont perdu leurs moyens d'existence du fait des strictes mesures de confinement.

« Les entreprises étant contraintes de fermer, les emplois informels disparaissent et les personnes vivant dans ces communautés vulnérables perdent leurs seules sources de revenus.

« Nombre d'entre eux n'ont aujourd'hui qu'un accès limité aux services essentiels, tels que les soins de santé et l'eau courante. Dans ces conditions extrêmes, les gens se tournent de plus en plus vers des stratégies d'adaptation néfastes, dont la prostitution de survie, qui les mettent encore davantage en danger, tant sur le plan de la santé que sur le plan des risques de violence et d'exploitation par les gangs.

« Les déplacements internes dans le nord de l'Amérique centrale étant essentiellement intra-urbains et souvent limités à une personne ou famille à la fois, il est difficile de détecter les nouveaux déplacements forcés. »

Dans cette situation, le HCR signale que son travail dans le nord de l'Amérique centrale « se concentre sur les activités d'aide humanitaires les plus essentielles, et ce, dans la mesure autorisée par les restrictions de mouvement ».

## **Déplacement de masse en Libye en raison d'un conflit militaire**

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) affirme dans un communiqué de presse du 7 avril que, selon ses recherches, plus de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur de la Libye en raison de l'escalade du conflit militaire. L'OIM déclare que Tripoli représente environ 150 000 des nouveaux déplacements enregistrés, mais que des personnes ont également été forcées de quitter leur domicile dans d'autres zones touchées par le conflit dans le pays, notamment Murzuq, Sirt et Abu Gurayn.

« Un an après le début du conflit, la situation humanitaire en Libye n'a jamais été aussi mauvaise, dit le chef de mission de l'OIM en Libye, Federico Soda. Les besoins n'ont jamais été aussi grands et les conditions n'ont jamais été aussi difficiles. Malgré les appels à un cessez-le-feu humanitaire, les combats se poursuivent alors que l'on craint sérieusement une épidémie de la COVID-19. »

L'OIM informe que « depuis avril 2019, le conflit a causé des dommages considérables aux établissements de santé et aux autres infrastructures dans la capitale, laissant des dizaines de milliers de familles et de migrants libyens déplacés à l'intérieur du pays, dont certains sont détenus, dans des conditions de vie très difficiles. La plupart de ces personnes vulnérables vivent dans des logements surpeuplés avec un accès limité aux services de santé, à risque constant de bombardements.

« La situation en matière de sécurité accroît les besoins humanitaires et rend plus difficile pour les travailleurs humanitaires d'atteindre les populations vulnérables. Les problèmes de sécurité sont désormais associés à de graves problèmes de santé posés par la propagation potentielle du virus COVID-19, en particulier dans les centres de détention. La Libye a enregistré son premier cas confirmé de la COVID-19 le 24 mars. [...]

« Alors qu'au moins 1 500 personnes sont détenues en Libye, des milliers d'autres sont en proie aux passeurs et aux trafiquants dans des conditions encore pires quand l'aide humanitaire n'est pas disponible.

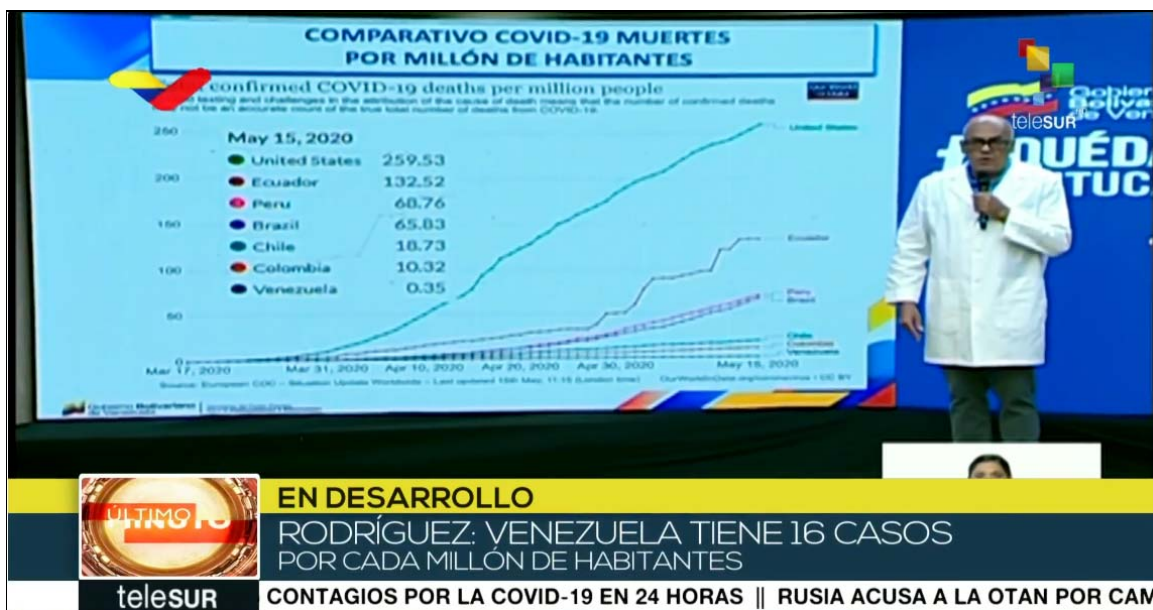
« L'OIM réaffirme que la vie des civils doit être protégée et que des passages sûrs doivent être trouvés pour ceux qui fuient le conflit, et qu'il faut permettre aux travailleurs humanitaires d'avoir accès à ces endroits, en particulier au milieu de la pandémie mondiale qui se propage rapidement.

« Toutes les populations vulnérables doivent être incluses dans la réponse sanitaire et les mesures prises pour freiner la propagation de la COVID-19, y compris la prévention, le dépistage et le traitement.

« L'OIM mène régulièrement des campagnes de désinfection et de fumigation dans les centres de détention et les points de débarquement et fournit des articles d'hygiène aux migrants détenus. Ces efforts sont associés à des séances de sensibilisation et d'éducation sanitaire organisées pour les migrants et les personnes déplacées. Grâce aux cliniques mobiles, les équipes médicales de l'OIM continuent de fournir une assistance d'urgence et des soins de santé primaires, y compris des dépistages de la COVID-19. »



## Le Venezuela réussit à contrôler la pandémie



Le 15 mai, Jorge Rodríguez, vice-président pour la Communication, le Tourisme et la Culture de la République bolivarienne du Venezuela, a présenté une mise à jour détaillée des résultats de la gestion par son pays de la pandémie de la COVID-19. Sur le total de 469 cas confirmés dans le pays, il a déclaré que 229, soit près de 50 %, s'étaient rétablis, dont 220 sont traités dans des hôpitaux, des cliniques ou suivis dans des centres spéciaux de diagnostic complet. Dix personnes

sont décédées - aucun nouveau décès n'est survenu depuis le 19 avril.

Rodriguez a indiqué que le taux de mortalité du Venezuela était le plus bas de la région, à 0,35 %, et qu'il avait administré plus de tests par million d'habitants (un peu plus de 18 000) que tout autre pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Bien que les données sur les cas et les décès signalés par bon nombre de pays et de juridictions soient largement considérées comme sous-estimées en raison des niveaux abominablement bas de dépistage, ce n'est pas quelque chose dont le Venezuela peut facilement être accusé. Sa politique de tests agressifs a été rendue possible par la fourniture de trousse de dépistage mises à sa disposition pour les tests de laboratoire et de diagnostic rapide par la Chine et la Russie, avec son approche globale de la santé publique pour lutter contre le coronavirus, qui a été renforcée grâce à l'aide de la brigade médicale Henry Reeve de Cuba et d'autres travailleurs médicaux que Cuba a envoyés pour aider les médecins et les équipes de santé vénézuéliens à mettre en oeuvre le modèle personnalisé et communautaire de diagnostic et de traitement pour lequel Cuba est réputée.

Rodriguez a présenté des graphiques pour montrer comment le Venezuela avait en effet aplati la courbe de la COVID-19 tandis que les pays voisins continuaient de lutter contre l'augmentation du nombre et des taux de mortalité beaucoup plus élevés. Il a attribué le succès du Venezuela au fait que le gouvernement avait pris très tôt la décision de mettre en oeuvre la distanciation sociale, le port de masques et la mise en quarantaine stricte, qui avaient fait leurs preuves en Chine. Il a également agi rapidement pour instituer une enquête nationale et un suivi de ménage à ménage auprès de toute personne ayant signalé des symptômes de types liés à la COVID-19. En date du 15 mai, 210 678 visites à domicile avaient été effectuées. Il a souligné que la maîtrise de la transmission de la maladie par le Venezuela n'était pas une raison d'assouplir ces mesures, qu'il y avait un risque de résurgence à court terme si les protocoles étaient levés. Il a annoncé qu'un million de tests rapides vont maintenant être administrés à travers le pays pour vérifier les anticorps dans le cadre de la planification de l'avenir.

Le vice-président vénézuélien a souligné que le faible taux de mortalité et le taux de rétablissement élevé du Venezuela sont également dus aux traitements fournis à tous les patients du pays, en utilisant un certain nombre de médicaments qui se sont révélés d'une grande aide à Cuba, en Chine et ailleurs, y compris l'interféron Alpha-B de Cuba et d'autres.



En décomposant les données qu'il a présentées, Rodriguez a noté que l'État ayant le plus grand nombre de cas, Nueva Esparta sur l'île de Margarita, avait cette particularité que les propriétaires d'une école de baseball privée pour les jeunes avaient ignoré la quarantaine et se sont rendus en République dominicaine à des fins de recrutement, rapportant le virus à leurs étudiants et à d'autres à leur retour.



Il a également souligné qu'au cours du mois de mai, entre 70% et 80 % des nouveaux cas étaient venus de l'extérieur du pays, à mesure que les migrants rentraient chez eux par dizaines de milliers en provenance d'autres pays d'Amérique du Sud, principalement de la Colombie, de l'Équateur, du Brésil, du Pérou et du Chili, où la pandémie n'a pas été maîtrisée. Rien qu'en mars, 34 000 migrants seraient rentrés au Venezuela, dont plusieurs parce qu'ils se sont retrouvés sans emploi, sans domicile, sans aucune source de revenu ou de statut dans les pays où ils avaient migré à la recherche d'un emploi. Le gouvernement vénézuélien a une politique de rapatriement et accueille tous les citoyens vénézuéliens qui souhaitent rentrer des pays vers lesquels ils ont migré, dans de nombreux cas, les transportant à ses frais. À leur arrivée à la frontière, tous sont examinés, testés et mis en quarantaine pendant 14 jours dans des centres spéciaux, et ceux qui en ont besoin sont admis dans un centre de traitement jusqu'à leur guérison afin de prévenir la transmission de la maladie à l'intérieur du pays.

Cet accomplissement n'est pas rapporté dans les médias impérialistes qui ne cessent de raconter des histoires d'horreur sur des « réfugiés » vénézuéliens fuyant vers des pays dont les gouvernements font partie du Groupe de Lima qui est impliqué dans un complot avec les États-Unis pour renverser le gouvernement du président Nicolas Maduro. Ces mêmes médias ainsi que des comploteurs de coup d'État internationaux hypocrites et malhonnêtes, dont le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères du Canada, refusent de reconnaître ces réalisations indéniables du peuple vénézuélien et de son gouvernement. Ils font plutôt l'accolade à un imposteur criminel prêt à voir le sang de ses compatriotes versé aux mains de mercenaires et qui conspire avec les pires des pires d'Amérique latine sur la manière dont ils vont résoudre la « crise humanitaire » du Venezuela qui, selon eux, menace toute la région.

Félicitations au gouvernement et au peuple vénézuéliens pour les résultats qu'ils ont obtenus dans la gestion et la maîtrise de la pandémie en privilégiant la santé et le bien-être de la population sur la base avant tout de la science et de la solidarité ! Ils sont d'autant plus dignes de reconnaissance que le siège brutal qu'ils subissent, y compris la menace constante et croissante d'une invasion étrangère - quelque chose que les complices et ceux qui pratiquent une politique d'apaisement envers les impérialistes américains dans le nord et le sud de l'hémisphère, à leur grande honte, ne peuvent se résoudre à condamner.



---

## **La pandémie mondiale la semaine se terminant le 16 mai**

### **Nombre de cas dans le monde**

Au 16 mai, les statistiques mondiales sur la pandémie de la COVID-19 telles que rapportées par Worldometer étaient les suivantes :

- Nombre total de cas signalés : 4 647 961. C'est 642 306 de plus que le total déclaré le 9 mai de 4 005 655. L'augmentation du nombre de cas par rapport à la semaine précédente était de 579 273.

- Total des cas actifs : 2 567 983. C'est 214 088 de plus que le nombre annoncé le 9 mai de 2 353 895. L'augmentation du nombre total de cas actifs par rapport à la semaine précédente était de 261 951.

- Total des dossiers fermés : 2 079 978. C'est 428 218 de plus que le nombre annoncé le 9 mai de 1 651 760. Cela se compare à une augmentation de 317 322 par rapport à la semaine précédente.

- Total des décès : 308 985. Cela représente 33 316 décès de plus que le 9 mai, alors que le bilan était de 275 669. Cela se compare à une augmentation de 35.181 la semaine précédente.

- Total des cas rétablis : 1 770 993. Cela représente une hausse de 394 902 par rapport au chiffre de 1 376 091 du 9 mai et se compare à une augmentation de 282 141 rétablissements par rapport à la semaine précédente.

Il y a eu 99 405 nouveaux cas du 15 au 16 mai. Cela se compare à l'augmentation d'une journée du 7 au 8 mai de 96 262 nouveaux cas.

La maladie était présente dans 213 pays et territoires, par rapport à 212 la semaine précédente. Parmi ceux-ci, 52 pays avaient moins de 100 cas, par rapport au 9 mai où il y avait 56 pays avec moins de 100 cas. Il y a 15 pays ou territoires sans cas actifs cette semaine, contre quatre la semaine précédente. Il s'agit de Maurice (332 cas ; 322 rétablis ; 10 décès) ; Îles Féroé (187 cas, tous rétablis) ; Érythrée (39 cas, tous rétablis) ; Timor-Leste (24 cas, tous rétablis) ; Belize (18 cas ; 16 rétablis ; 2 décès) ; Nouvelle-Calédonie (18 cas, tous rétablis) ; Sainte-Lucie (18 cas, tous rétablis) ; les Malouines (13 cas, tous rétablis) ; Groenland (11 cas ; tous rétablis) ; Suriname (10 cas ; 9 rétablis ; 1 décès) ; Papouasie-Nouvelle-Guinée (8 cas ; tous rétablis) ; les Antilles néerlandaises (6 cas ; tous rétablis) ; Saint-Barth (6 cas, tous rétablis) ; Sahara occidental (6 cas, tous rétablis) ; Anguilla (3 cas, tous rétablis) ; Saint-Pierre-et-Miquelon (1 cas, rétabli).

Les cinq pays avec le plus grand nombre de cas au 16 mai sont indiqués ci-dessous, accompagnés du nombre de cas et de décès par million d'habitants :

**États-Unis** : 1 484 287 (1 068 029 actifs ; 327 751 rétablis ; 88 507 décès) et 4 488 cas par million ; 268 décès par million

- 9 mai : 1 318 686 (1 018 180 actifs ; 222 008 rétablis ; 78 498 décès) et 3 984 cas par million ; 237 décès par million

**Espagne** : 274 367 (57 941 actifs ; 188 967 rétablis ; 27 459 décès) et 5 868 cas par million ; 587 décès par million

- 9 mai : 260 117 (65 410 actifs ; 168 408 rétablis ; 26 299 décès) et 5 563 cas par million ; 562 décès par million

**Russie** : 272 043 (206 340 actifs ; 63 166 rétablis ; 2 537 décès) et 1 801 cas par million ; 17 décès par million

- 9 mai : 187 859 (159 528 actifs ; 26 608 rétablis ; 1 723 décès) et 1 287 cas par million ; 12 décès par million

**Royaume-Uni** : 236 711 (données non disponibles sur le nombre de cas actifs ; données non disponibles pour les rétablis ; 33 998 décès) et 3 489 cas par million ; 501 décès par million

- 9 mai : 211 364 (179 779 actifs ; données non disponibles pour les guérisons ; 31 241 décès) et 3 114 cas par million ; 460 décès par million

**Italie** : 223 885 (72 070 actifs ; 120 205 rétablis ; 31 610 décès) et 3 702 cas par million ; 523 décès par million

- 9 mai : 217 185 (87 961 actifs ; 99 023 rétablis ; 30 201 décès) et 3 592 cas par million ; 500 décès par million

Les États-Unis à eux seuls comptent environ 31,93 % de tous les cas dans le monde, contre 33 % le 9 mai. Les cas en Europe représentent 37,46 % de tous les cas dans le monde, contre 39,48 % le 9 mai.

## Les cas dans les cinq premiers pays par région

En Europe, le 16 mai, les deux autres pays européens avec le plus grand nombre de cas déclarés après l'Espagne et l'Italie sont la France et l'Allemagne :

**France** : 179 506 (91 529 actifs ; 60 448 rétablis ; 27 529 décès) et 2 751 cas par million ; 422 décès par million

- 9 mai : 176 079 (94 067 actifs ; 55 782 rétablis ; 26 230 décès) et 2 698 cas par million ; 402 décès par million

**Allemagne** : 175 699 (15 998 actifs ; 151 700 rétablis ; 8 001 décès) et 2 098 cas par million ; 96 décès par million

- 9 mai : 170 678 (21 468 actifs ; 141 700 rétablis ; 7 510 décès) et 2 037 cas par million ; 90 décès par million

Un développement majeur cette semaine en Europe est la levée des restrictions de voyages ou des plans de voyager dans un avenir rapproché, y compris dans les pays les plus touchés par la pandémie.

Le premier ministre du Royaume-Uni Boris Johnson a annoncé le 10 mai que le Royaume-Uni commencerait à lever progressivement les mesures de confinement pendant la semaine. Il a dit que bien que les gens devraient continuer de faire du télétravail dans la mesure du possible, les travailleurs de la construction et de l'industrie manufacturière devraient être encouragés à se remettre au travail. Cependant, les gens devraient éviter d'utiliser le transport en commun, qui continuera de rouler à 10 % de sa capacité, a dit Johnson, ajoutant : « Il ne s'agit pas cette semaine de simplement mettre fin au confinement. Nous y allons des premiers pas prudents vers la modification de nos mesures. » Selon le plan, les magasins et les écoles primaires rouvriront le 1er juin et les entreprises d'hôtellerie et d'autres endroits publics devraient rouvrir - « si les chiffres le permettent » - le 1er juillet, a dit Johnson. Il a souligné que le plan était « conditionnel » et dépendrait d'une stabilisation à la baisse du taux d'infection ainsi que d'autres critères y compris une baisse soutenue et fiable du taux de mortalité, les tests de dépistage et la capacité des soins intensifs.

Au Royaume-Uni du moins, ces plans sont en cours malgré un manque de confiance dans les efforts du gouvernement pour tenter de contenir la pandémie et le danger réel d'une recrudescence des infections qui pourrait en résulter.

En Italie, en vertu d'un nouveau décret approuvé le 16 mai, les voyages interrégionaux et à l'étranger seront autorisés à nouveau dès le 3 juin, à l'exception de la Cité du Vatican et de San Marino, mesure visant à redémarrer l'industrie du tourisme. Le moment choisi vise à éviter le nombre élevé de voyages à l'occasion du congé du Jour de la République le 2 juin.

En Allemagne, les citoyens de l'Union européenne dont les pays font partie de l'entente de Schengen sur les zones de voyages et du Royaume-Uni seront bientôt libres d'entrer au pays si la pandémie demeure contrôlée, selon le *Deutsche Welle* du 15 mai. De leur côté, les citoyens allemands pourront rendre visite plus facilement aux pays avoisinants alors que l'Allemagne se prépare à rouvrir ses frontières dans les jours et les semaines qui suivent, « confiante » qu'elle a « réussi à contenir la pandémie », a dit le ministère de l'Intérieur le 15 mai. Précédemment, tout mouvement était limité aux voyages dits essentiels et à leur arrivée ou à leur départ de l'Allemagne les voyageurs devaient se placer en quarantaine pendant 14 jours, ce qui ne sera recommandé qu'aux personnes arrivant de pays ayant un taux élevé d'infections.

En France, le gouvernement a produit une carte multicolore du pays, où celui-ci est divisé en

zones vertes et en zones rouges. La carte comprend le taux d'infections au cours des sept derniers jours, la disponibilité des lits de soins intensifs et la capacité de faire des tests. Le 11 mai, les mesures de confinement ont été allégées davantage dans les zones vertes que dans les rouges pour l'instant, selon la BBC. D'abord, les écoles primaires et la plupart des entreprises seront autorisées à rouvrir dans les deux zones. Les cafés, restaurants, écoles secondaires, parcs publics et jardins pourront rouvrir en juin dans les zones vertes, selon les taux d'infections. À Paris et dans les quatre régions voisines — l'Île-de-France, Hauts-de-France, Grand Est Bourgogne-Franche-Comte — qui font partie de la zone rouge, les parcs publics et les jardins resteront fermés. Le port du masque est obligatoire dans le transport en commun, qui sera désinfecté quotidiennement, et les magasins seront en droit de demander aux clients de les porter. Les protocoles de distanciation physiques seront aussi de rigueur. Partout, les gens (à l'exception de l'île française de l'océan Indien, Mayotte) pourront retourner au travail et quitter la maison sans télécharger un permis. Des caméras de vidéosurveillance contrôleront le nombre de personnes qui portent des masques et veilleront à ce qu'ils respectent une distanciation d'au moins un mètre.

En Espagne, la moitié du pays est passé « à l'étape un d'un plan en quatre étapes d'allègement des restrictions liées au confinement d'ici juillet », selon le *Guardian*. « Les hôteliers peuvent rouvrir leurs propriétés — à l'exception des aires communes — et les bars et restaurants peuvent ouvrir avec un nombre limité de places à l'extérieur. Madrid, Malaga, Granada, Barcelone et des sections de Valencia sont parmi les provinces et municipalités qui n'ont pas encore le feu vert pour aller de l'avant.

« En Espagne, le tourisme est le troisième plus important contributeur à l'économie, soit 12,3 % du PIB du pays, et il y a de la pression pour que les hôtels rouvrent, malgré le fait que jusqu'en juillet personne ne sera autorisé à voyager entre les provinces. Et d'ici à ce que les frontières rouvrent, que les lignes aériennes reprennent leurs activités et que la quarantaine de 14 jours soit levée, il n'y aura pas de touristes étrangers.

« Entretemps, afin d'assurer la sécurité hygiénique et de restaurer la confiance, des directives de santé et de sécurité ont été fixées par le gouvernement pour chaque secteur de l'industrie du tourisme, ce qui veut dire que les hôtels devront faire nettoyer et désinfecter les lieux plusieurs fois par jour par un personnel portant l'ÉPI, et apporter des changements aux services offerts aux clients, tels que l'interdiction des buffets. »

**Turquie** : 146 457 (36 269 actifs ; 106 133 rétablis ; 4 055 décès) et 1 739 cas par million ; 48 décès par million

- 9 mai : 135 569 (45 484 actifs ; 86 396 rétablis ; 3 689 décès) et 1 607 cas par million ; 44 décès par million

**Kazakhstan** : 5 850 (3 109 actifs ; 2 707 rétablis ; 34 décès) et 312 cas par million ; 2 décès par million

- 9 mai : 4 834 (3 172 actifs ; 1 631 rétablis ; 31 décès) et 257 cas par million ; 2 décès par million

**Arménie** : 4 283 (2 437 actifs ; 1 791 rétablis ; 55 décès) et 1 446 cas par million ; 9 décès par million

- 9 mai : 3 029 (1 768 actifs ; 1 218 rétablis ; 43 décès) et 1 022 cas par million ; 15 décès par million

**Azerbaïdjan** : 2 980 (1 058 actifs ; 1 886 rétablis ; 36 décès) et 294 cas par million ; 4 décès par million

- 9 mai : 2 422 (771 actifs ; 1 620 rétablis ; 31 décès)

Depuis le 3 mai, la Russie a eu environ 10 000 nouveaux cas ou plus par jour. Le taux quotidien de décès continue d'augmenter, avec un record absolu atteint le 15 mai avec 113 cas. Néanmoins,



le 11 mai, le président russe Vladimir Poutine a annoncé que les mesures prises jusqu'à présent avaient créé une situation où un assouplissement progressif des mesures de lutte contre les coronavirus pourrait commencer le 12 mai, a rapporté Reuters. Le président Poutine « a souligné que la levée des restrictions serait progressive et que les régions individuelles du plus grand pays du monde devraient adapter leur approche aux différentes conditions locales. Moscou, par exemple, a déclaré qu'il maintiendrait ses propres mesures de confinement jusqu'au 31 mai. « Les événements publics de masse seraient toujours interdits, a déclaré Poutine, et les Russes âgés de 65 ans ou plus sont invités à rester chez eux, même si certains secteurs de l'économie meurtrie tels que la construction et l'agriculture sont autorisés à reprendre les travaux. »

Les décès en Russie dus à la COVID-19 sont relativement faibles, ce que les responsables russes attribuent au niveau élevé de tests, soit 6 413 948 au 16 mai, le nombre le plus élevé au monde et plus du double du nombre réalisé par l'Allemagne, 3 147 771, qui a le second nombre le plus élevé.

En Asie occidentale le 16 mai :

**Iran** : 118 392 (18 308 actifs ; 93 147 rétablis ; 6 937 décès) et 1 412 cas par million ; 83 décès par million

- 9 mai : 104 691 (14 313 actifs ; 83 837 rétablis ; 6 541 décès) et 1 246 cas par million ; 78 décès par million

**Arabie saoudite** : 52 016 (28 048 actifs ; 23 666 rétablis ; 302 décès) et 1 497 cas par million ; 9 décès par million

- 9 mai : 35 432 (26 083 actifs ; 9 120 rétablis ; 229 décès) et 1 018 cas par million ; 7 décès par million

**Qatar** : 30 972 (27 169 actifs ; 3 788 rétablis ; 15 décès) et 10 774 cas par million ; 5 décès par million

- 9 mai : 20 201 (17 819 actifs ; 2 370 rétablis ; 12 décès) et 7 012 cas par million ; 4 décès par million

**Émirats arabes unis** : 21 831 (14 293 actifs ; 7 328 rétablis ; 210 décès) et 2 211 cas par million ; 21 décès par million

- 9 mai : 16 793 (12 782 actifs ; 3 837 rétablis ; 174 décès) et 1 698 cas par million ; 18 décès par million

**Israël** : 16 606 (3 519 actifs ; 12 820 rétablis ; 267 décès) et 1 922 cas par million ; 31 décès par million

- 9 mai : 16 436 (4 962 actifs ; 11 229 rétablis ; 245 décès) et 1 899 cas par million ; 28 décès par million

En Iran, après une période de réduction constante du taux de nouveaux cas quotidiens de moins de 3 000 à moins de 1 000 entre le 30 mars et le 2 mai, le nombre de nouveaux cas a commencé à augmenter, allant jusqu'à 2 000 nouveaux cas par jour. Les restrictions du confinement — la fermeture des établissements d'enseignement et l'interdiction de rassemblements culturels, religieux et sportifs — ont été allégées progressivement depuis le 11 avril, avec en premier lieu la réouverture des entreprises à « faible risque ». Au cours de la semaine dernière, l'Iran a rouvert toutes ses mosquées partout au pays, et les écoles dans les régions à « faible risque » se préparent à rouvrir le 16 mai, selon l'agence Anadolu.

En Irak, la destruction engendrée par l'intervention impérialiste dirigée par les États-Unis a fait en sorte que « 70 % de l'infrastructure en santé a été détruite. Les hôpitaux sont pris d'assaut par les

victimes de la pandémie pendant qu'un État miné par deux décennies de conflits est à nouveau à un point de rupture », selon un article publié le 11 mai sur le site web *Jacobin*. Selon l'article, « la crise de santé actuelle arrive alors que l'Irak est en proie à l'un des moments les plus difficiles depuis le début de l'occupation ». Il souligne : « Au même moment, l'administration Trump a adopté une stratégie plus agressive envers l'Irak, en même temps que les relations entre les États-Unis et l'Iran se détérioraient davantage et que les attaques américaines et israéliennes se sont intensifiées contre les Forces de mobilisation populaire alignées avec Téhéran. Le point de non-retour a été atteint le 3 janvier de cette année lorsqu'une frappe a tué Qassim Soleimani, le commandant des Forces d'al-Quds, et Abu Mahdi al-Mohandis, le commandant adjoint des Forces de mobilisation populaire, considéré par un grand nombre d'Irakiens comme le 'héros de la victoire contre Daesh [IS]. [...]

« Le meurtre d'al-Mohandis en particulier a été considéré par les Irakiens de tous les horizons politiques comme une grave attaque contre la souveraineté du pays. Le 5 janvier, le Parlement irakien a adopté une résolution appelant à la fin de la présence de troupes étrangères dans le pays, alors que des millions de personnes sont descendues dans la rue pour dénoncer l'assassinat de Soleimani et d'al-Mohandis. Muqtada al-Sadr a ordonné à ses partisans de quitter les manifestations antigouvernementales et de rejoindre les cortèges funèbres et, pour sa part, a exigé le retrait des troupes américaines d'Irak. Menacé, le président Trump a déclaré :

« 'S'ils nous demandent de partir, si nous ne le faisons pas sur une base très amicale, nous leur imposerons des sanctions comme ils n'en ont jamais vues auparavant. En comparaison, les sanctions iraniennes auront l'air de rien.'

« À la mi-janvier, Washington est allé jusqu'à menacer de restreindre l'accès de l'Irak à ses propres réserves bancaires, détenues à New York - le symbole ultime de la subordination de Bagdad.

« C'est dans ce contexte que l'épidémie du coronavirus a été déclarée à la fin de février. Le ministre de la Santé a exigé immédiatement 5 milliards de dollars et 150 milliards de dollars supplémentaires pour acheter des tests de dépistage et d'autres équipements médicaux. Mais le gouvernement n'a pas été en mesure de répondre pleinement puisqu'un nouveau budget n'a pas encore été voté par le Parlement.

« Les mesures de confinement ont aggravé la crise économique et la dépendance de l'Irak à l'égard du pétrole - 85 % du budget de l'État provient des recettes pétrochimiques - ce qui signifie que 'l'Irak a perdu la moitié de ses revenus financiers' au cours de la dernière période, comme l'a indiqué un responsable gouvernemental. On compte 1 928 personnes en Irak qui ont été infectées (contre 717 au Liban et 501 en Palestine ; nous n'avons pas de statistiques fiables pour la Syrie et le Yémen). Si ce nombre semble faible par rapport à l'hécatombe de l'Occident, la catastrophe peut être non moins grave, compte tenu de l'état des services de santé. [...]

« Le secteur de la santé ne reçoit que 2,5 % du budget national. Les guerres successives ont ruiné ce qui était, dans les années 1990, l'un des systèmes de soins de santé les plus développés de la région. Selon un rapport de l'UNICEF, 97 % des zones urbaines et 71 % de la population rurale ont eu accès aux soins médicaux en 1990, grâce à une profession médicale bien établie et au fait que les soins eux-mêmes étaient gratuits. Mais selon l'ONU, environ 20 000 médecins irakiens ont quitté le pays depuis 2003.

« En tant que deuxième plus grand exportateur de pétrole au monde, l'État n'est pas en mesure aujourd'hui de procéder à des tests de dépistage généraux. À Mossoul, deuxième ville du pays, neuf des treize hôpitaux dont dépendait la ville ont été détruits pendant la guerre contre Daesh. La majeure partie de la ville n'a pas accès à l'eau ni aux services de base. Selon Médecins Sans Frontières, il n'y a même pas 1 000 lits pour 1,8 million d'habitants, 70 % de l'ensemble des

installations médicales étant détruites. À Sadr City, il n'y a que quatre hôpitaux pour 3,5 millions d'habitants et un manque chronique de personnel médical.

« La crise économique du pays a amené plusieurs milliers de manifestants dans les rues jusqu'à la fin de 2019 ; la crise sanitaire ne fera qu'exacerber les conditions de vie précaires de la population.

« Selon l'ONU, 4 millions d'Irakiens survivent grâce à l'aide internationale qui, puisque la crise est mondiale, pourrait elle-même s'effondrer. Il y a toujours 1,4 million de personnes déplacées dans le pays, dont 200 000 vivent dans des camps.

« Et, alors que l'État envisage de réduire les salaires des fonctionnaires de l'État (soit 30 % de la population active), un grand nombre de personnes en raison du confinement ont déjà perdu leurs moyens de subsistance, les deux tiers de la population active travaillant dans le secteur informel. »

En Asie du Sud-Est le 16 mai :

**Singapour** : 27 356 (20 087 actifs ; 7 248 rétablis ; 21 décès) et 4 681 cas par million ; 4 décès par million

- 9 mai : 21 707 (19 647 actifs ; 2 040 rétablis ; 20 décès) et 3 710 cas par million ; 3 décès par million

**Indonésie** : 17 025 (12 025 actifs ; 3 911 rétablis ; 1 089 décès) et 62 cas par million ; 4 décès par million

- 9 mai : 13 112 (9 675 actifs ; 2 494 rétablis ; 943 décès) et 48 cas par million ; 3 décès par million

**Philippines** : 12 305 (8 927 actifs ; 2 561 rétablis ; 817 décès) et 112 cas par million ; 7 décès par million

- 9 mai : 10 463 (8 033 actifs ; 1 734 rétablis ; 696 décès) et 95 cas par million ; 6 décès par million

**Malaisie** : 6 872 (1 247 actifs ; 5 512 rétablis ; 113 décès) et 213 cas par million ; 3 décès par million

- 9 mai : 6 535 (1 564 actifs ; 4 864 rétablis ; 107 décès) et 202 cas par million ; 3 décès par million

**Thaïlande** : 3 025 (114 actifs ; 2 855 rétablis ; 56 décès) et 43 cas par million ; 0,8 décès par million

- 9 mai : 3 000 (161 actifs ; 2 784 rétablis ; 55 décès) et 43 cas par million ; 0,8 décès par million

En Asie de l'Est le 16 mai :

**Chine** : 82 941 (89 actifs ; 78 219 rétablis ; 4 633 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

- 9 mai : 82 886 (260 actifs ; 77 993 rétablis ; 4 633 décès) et 58 cas par million ; 3 décès par million

**Japon** : 16 203 (5 152 actifs ; 10 338 rétablis ; 713 décès) et 128 cas par million ; 6 décès par million

- 9 mai : 15 575 (9 839 actifs ; 5 146 rétablis ; 590 décès) et 123 cas par million ; 5 décès par million

**Corée du Sud** : 11 037 (924 actifs ; 9 851 rétablis ; 262 décès) et 215 cas par million ; 5 décès par million

- 9 mai : 10 822 (1 082 actifs ; 9 484 rétablis ; 256 décès) et 211 cas par million ; 5 décès par million

**Taïwan** : 440 (44 actifs ; 389 rétablis ; 7 décès) 18 cas par million ; 0,3 décès par million

- 9 mai : 440 (79 actifs ; 355 rétablis ; 6 décès) et 18 cas par million ; 0,3 décès par million



La Chine et la Corée ont maîtrisé la pandémie, mais l'assouplissement récent des restrictions pandémiques dans ces pays a entraîné de petites résurgences d'infections à la COVID-19 dans les deux pays au cours de la semaine dernière. Cependant, la situation globale signifie que les deux pays peuvent mettre tout leur poids dans les efforts pour éradiquer ces épidémies. Par exemple, à Wuhan, en Chine, les autorités ont annoncé la semaine dernière qu'un programme visant à tester les 11 millions d'habitants de la ville serait entrepris pour empêcher toute nouvelle résurgence.

En Amérique du Nord le 16 mai :

**États-Unis** : 1 484 287 (1 068 029 actifs ; 327 751 rétablis ; 88 507 décès) et 4 488 cas par million ; 268 décès par million

- 9 mai : 1 318 686 (1 018 180 actifs ; 222 008 rétablis ; 78 498 décès) et 3 984 cas par million ; 237 décès par million

**Canada** : 74 613 (32 156 actifs ; 36 895 rétablis ; 5 562 décès) et 1 979 cas par million ; 148 décès par million

- 9 mai : 66 326 (31 811 actifs ; 29 948 rétablis ; 4 567 décès) et 1 757 cas par million ; 121 décès par million

**Mexique** : 45 032 (9 814 actifs ; 30 451 rétablis ; 4 767 décès) et 350 cas par million ; 37 décès par million

- 9 mai : 29 616 (8 874 actifs ; 17 781 rétablis ; 2 961 décès) et 230 cas par million ; 23 décès par million

L'ensemble de la crise politique aux États-Unis, combinée à une pandémie, continue d'illustrer la nécessité de renouveau politique en profondeur, où les travailleurs peuvent exercer un contrôle sur les questions qui les concernent, notamment en établissant une nouvelle direction pour l'économie centrée sur l'humain. Bien que l'ensemble de la situation aux États-Unis ne soit pas sous contrôle, divers États ont commencé à lever les restrictions de confinement, ce qui a entraîné de nouvelles éclosions de la COVID-19.

La semaine dernière, il est ressorti qu'en janvier, un fabricant américain de masques au Texas, qui avait la capacité de fabriquer 1,7 million de masques N95 par semaine, a finalement refusé son offre de redémarrer les lignes de production rejetée par le gouvernement. Peu de temps après, les pénuries de masques se sont multipliées et le gouvernement fédéral a acheté des masques à l'étranger à des prix très élevés et des contrats d'achat ont été attribués à des fournisseurs non qualifiés. Aux États-Unis, la production nationale de masques n'a toujours pas redémarré et des masques sont importés, y compris de Chine, un pays que l'administration Trump cherche toujours à démoniser. Pendant ce temps, bien que le transport aérien soit pratiquement arrêté, l'Autorité de la sécurité dans les transports a accumulé plus de 1,3 million de masques N95, au lieu de les donner aux hôpitaux, comme l'a indiqué le département de la Sécurité intérieure des États-Unis.

Alors que les cercles dirigeants aux États-Unis ont mis en place des plans de sauvetage des riches pour les sociétés privées, le US Postal Service (USPS), une institution publique particulièrement cruciale pendant la pandémie, s'est vu refuser le financement dont il a besoin pendant cette période de crise. Le syndicat des travailleurs des postes aux États-Unis, l'American Postal Workers Union (APWU) a lancé une campagne appelant le gouvernement à soutenir l'USPS, déclarant :

« Les travailleurs des postes s'assurent de la circulation des colis dans notre pays et que l'économie américaine travaille pour nous en cette période de crise - acheminant les ordonnances aux personnes qui s'isolent, rendant le commerce électronique possible et gardant les familles branchées. C'est le système de distribution d'urgence lorsque notre pays est en crise.

« Mais en cette période sans précédent, ce travail est menacé. Le confinement imposé par le coronavirus est en train de faire chuter les revenus postaux tout en augmentant les coûts. Le service postal pourrait manquer d'argent d'ici la fin de l'été et l'administration Trump essaie de tirer parti de la crise pour sacrifier notre service postal public à l'autel du profit privé.

« La perte de l'USPS briserait notre réponse à la pandémie du coronavirus, frapperait des entreprises déjà affaiblies et ravagerait les communautés. Notre service postal public a besoin de tous les dirigeants américains - démocrates et républicains - pour fournir un soutien financier urgent et continu de la part du gouvernement fédéral durant cette crise économique et sanitaire. » Malgré l'énorme valeur créée par l'USPS, un article du 14 avril dans le *New York Magazine* explique que « l'USPS n'est pas financé par des crédits du Congrès. Au contraire, depuis les années 1970, le Congrès a demandé au service postal de simultanément :

« - financer ses propres opérations, comme s'il s'agissait d'une entreprise.

« - fournir un service de courrier dans toutes les régions du pays - et facturer aux Américains les mêmes tarifs postaux (abordables), peu importe où ils vivent, même si ces Américains résident dans l'arrière-pays rural que les transporteurs privés ignorent car ils ne peuvent pas être desservis de manière rentable.

« Ce double mandat a toujours été un défi. Mais comme la croissance de l'internet a réduit la demande de courrier postal, il est devenu presque impossible pour l'USPS de répondre à ces deux exigences sans supprimer les emplois et la rémunération des employés. Et, en 2006, un Congrès républicain a délibérément rendu la situation difficile pour l'USPS en l'obligeant (inutilement) à payer pour des décennies d'avance tous les pensions et les coûts de santé de ses employés. Tout cela a rendu le service postal techniquement insolvable avant que la COVID-19 ne se fasse sentir sa présence aux États-Unis. Maintenant que la crise a réduit considérablement l'ensemble du volume de courrier aux États-Unis, les revenus de l'USPS sont en chute libre. Selon la maîtresse de poste en chef, Megan Brennan, USPS subira 22 milliards de dollars de nouvelles pertes au cours des 18 prochains mois. »

En Amérique centrale et dans les Caraïbes le 16 mai :

**République dominicaine** : 11 739 (7 758 actifs ; 3 557 rétablis ; 424 décès) et 1 084 cas par million ; 39 décès par million

- 9 mai : 9 376 (6 710 actifs ; 2 286 rétablis ; 380 décès) et 864 cas par million ; 35 et décès par million

**Panama** : 9 268 (2 922 actifs ; 6 080 rétablis ; 266 actifs) et 2 152 cas par million ; 62 décès par million

- 9 mai : 7 868 (6 757 actifs ; 886 rétablis ; 225 décès) et 1 824 cas par million ; 52 décès par million

**Honduras** : 2 460 (2 062 actifs ; 264 rétablis ; 134 décès) et 249 cas par million ; 14 décès par million

- 9 mai : 1 685 (1 426 actifs ; 154 rétablis ; 105 décès) et 170 cas par million ; 11 décès par million

**Cuba** : 1 840 (336 actifs ; 1 425 rétablis ; 79 décès) et 162 cas par million ; 7 décès par million

- 9 mai : 1 741 (589 actifs ; 1 078 rétablis ; 74 décès) et 154 cas par million ; 7 décès par million

**Guatemala** : 1 643 (1 478 actifs ; 135 rétablis ; 30 décès) et 92 cas par million ; 2 décès par million

- 9 mai : 832 (719 actifs ; 90 rétablis ; 23 décès) et 46 cas par million ; 1 décès par million

En Amérique du Sud le 16 mai :

**Brésil** : 220 291 (120 359 actifs ; 84 970 rétablis ; 14 962 décès) et 1 037 cas par million ; 70 décès par million

- 9 mai : 145 328 (80 081 actifs ; 55 350 rétablis ; 9 897 décès) et 684 cas par million ; 47 décès par million

**Pérou** : 84 495 (54 956 actifs ; 27 147 rétablis ; 2 392 décès) et 2 567 cas par million ; 73 décès par million

- 9 mai : 61 847 (41 121 actifs ; 19 012 rétablis ; 1 714 décès) et 1 876 cas par million ; 52 décès par million

**Chili** : 39 542 (22 534 actifs ; 16 614 rétablis ; 394 décès) et 2 071 cas par million ; 21 décès par million

- 9 mai : 25 972 (13 518 actifs ; 12 160 rétablis ; 294 décès) et 1 359 cas par million ; 15 décès par million

**Équateur** : 31 467 (25 440 actifs ; 3 433 rétablis ; 2 594 décès) et 1 787 cas par million ; 147

- 9 mai : 30 298 (25 211 actifs ; 3 433 rétablis ; 1 654 décès) et 1 717 cas par million ; 94 décès par million

**Colombie** : 14 216 (10 210 actifs ; 3 460 rétablis ; 546 décès) et 280 cas par million ; 11 décès par million

- 9 mai : 9 456 (6 749 actifs ; 2 300 rétablis ; 407 décès) et 186 cas par million ; 8 décès par million

Le taux actuel de nouveaux cas quotidiens au Brésil a atteint plus de 15 000 le 16 mai. Si cela continue sans relâche, le pays aura probablement le troisième plus grand nombre de cas dans le monde d'ici la semaine prochaine. Reuters a rapporté le 15 mai que « le ministre brésilien de la Santé, Nelson Teich, avait remis sa démission vendredi [15 mai] après moins d'un mois à ce poste, ajoutant à la tourmente autour de la gestion par le gouvernement du nouveau coronavirus alors que le pays devenait un point chaud mondial de la pandémie.

« Teich, qui n'était pas d'accord avec le président de droite Jair Bolsonaro, a présenté sa démission et tiendra une conférence de presse plus tard [le 15 mai], a indiqué son bureau. Bolsonaro a fait pression ces derniers jours pour une utilisation plus large de l'hydroxychlorlorine comme traitement de la COVID-19, auquel Teich a résisté.

« Ils sont également en désaccord sur le rythme de la réouverture de l'économie. La semaine dernière, le ministre a déclaré qu'il n'avait pas été consulté avant que Bolsonaro n'ait publié un décret autorisant les centres de conditionnement physique, les salons de beauté et les coiffeurs à ouvrir leurs portes.

« Teich est le deuxième ministre de la Santé à démissionner au milieu de la pandémie du coronavirus au Brésil. À la mi-avril, il a remplacé Nelson Mandetta, qui a également résisté à une utilisation plus large de l'hydroxychloroquine et a désapprouvé l'argument de Bolsonaro pour supprimer les quarantaines et autres restrictions sur le coronavirus. »

« On ne sait pas exactement qui sera le prochain à occuper ce poste. »

En Afrique le 16 mai :

**Afrique du Sud** : 13 524 (7 194 actifs ; 6 083 rétablis ; 247 décès) et 228 cas par million ; 4 décès par million

- 9 mai : 8 895 (5 564 actifs ; 3 153 rétablis ; 178 décès) et 150 cas par million ; 3 décès par million

**Égypte** : 11 228 (7 837 actifs ; 2 799 rétablis ; 592 décès) et 110 cas par million ; 6 décès par million

- 9 mai : 8 476 (6 028 actifs ; 1 945 rétablis ; 503 décès) et 83 cas par million ; 5 décès par million

**Maroc** : 6 681 (3 014 actifs ; 3 475 rétablis ; 192 décès) et 181 cas par million ; 5 décès par million

- 9 mai : 5 711 (3 201 actifs ; 2 324 rétablis ; 186 décès) et 155 cas par million ; 5 décès par million

**Algérie** : 6 629 (2 822 actifs ; 3 271 rétablis ; 536 décès) et 152 cas par million ; 12 décès par million

- 9 mai : 5 369 (2 414 actifs ; 2 467 rétablis ; 488 décès) et 122 cas par million ; 11 décès par million

**Ghana** : 5 638 (4 150 actifs ; 1 460 rétablis ; 28 décès) et 182 cas par million ; 0,9 décès par million

- 9 mai : 4 012 (3 671 actifs ; 323 rétablis ; 18 décès) et 129 cas par million ; 0,6 décès par million

Dans l'ensemble, le nombre total de cas sur le continent africain le 16 mai est de 80 171, contre 58 528 le 9 mai.

La misérable inhumanité des impérialistes américains continue d'être pleinement visible en Somalie, où « au cours des quatre premiers mois de cette année, le commandement africain de l'armée américaine a effectué plus de frappes aériennes en Somalie que pendant les huit années de mandat de Barack Obama », a rapporté Nick Turse dans *The Intercept*, le 22 avril. L'auteur continue :

« L'escalade massive de la guerre non déclarée des États-Unis en Somalie survient alors que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a demandé à plusieurs reprises un cessez-le-feu mondial au milieu de la pandémie de la COVID-19. 'Il ne devrait y avoir qu'un seul combat dans notre monde aujourd'hui, notre bataille commune contre la COVID- 19', a-t-il réitéré le 3 avril. 'Nous devons mobiliser chaque once d'énergie pour la vaincre.' »

« Le même jour, AFRICOM [le commandement africain de l'armée américaine] a mené une 'frappe aérienne ciblant des terroristes d'al-Shabaab dans les environs de Bush Madina, en Somalie », selon un communiqué de presse. Les États-Unis ont affirmé que cinq membres d'al-Shabab avaient été tués durant la frappe aérienne.

« Depuis le début de l'année, AFRICOM a annoncé 39 frappes aériennes en Somalie. Le commandement a annoncé un total de 36 de ces attaques de 2009 à 2017, sous Obama, avec un pic en 2016 avec 19 frappes aériennes déclarées. L'année dernière, sous le président Donald Trump, les États-Unis ont mené 63 attaques aériennes en Somalie, le plus grand nombre jamais enregistré en une seule année. [...]

« 'La fréquence élevée des opérations aériennes et terrestres américaines en Somalie semble être axée sur le soutien aux efforts des forces gouvernementales somaliennes et de ses alliés [de la Mission de l'Union africaine en Somalie] pour déloger le groupe terroriste de ses bastions », a déclaré Chris Woods, le directeur. d'Airwars, un groupe de surveillance des frappes aériennes basé au Royaume-Uni. « Il existe également un nombre important de frappes visant des dirigeants au sein du groupe terroriste. »

« Le pic des frappes aériennes américaines survient alors que le nombre de cas de la COVID-19 en Somalie augmente de la même manière. Le 8 avril, 21 cas confirmés du nouveau coronavirus ont été signalés en Somalie. [Au 16 mai, il y avait 1 284 cas au total (1 096 actifs ; 135 rétablis ; 53 décès) - note du LML] La plupart des personnes infectées n'ont pas d'antécédents de voyage à l'étranger, ce qui indique une transmission locale de la maladie et des perspectives inquiétantes



pour l'avenir - en particulier parmi les nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays, ou PDI, qui ont perdu leurs maisons à cause du conflit en cours entre al-Shabab et le gouvernement fédéral de la Somalie, qui est appuyé par les États-Unis.

« Il y a un risque accru que des cas ne soient pas détectés ou non diagnostiqués si la transmission communautaire commence et se généralise', lit-on dans un rapport du 20 avril du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies. 'L'impact sur les 2,6 millions [de personnes déplacées] qui vivent dans plus de 2 000 agglomérations surpeuplées avec un accès limité aux services de santé et d'eau, d'assainissement et d'hygiène serait catastrophique.'

« Alors que des rapports circulent sur d'éventuels désengagements militaires américains et même des fermetures de bases en Afrique, le nombre d'avant-postes américains en Somalie est important et prêt à augmenter. Il y a cinq bases américaines en Somalie - la deuxième en importance sur le continent après le Niger. - selon les anciens documents secrets de planification 2019 d'AFRICOM révélés par *The Intercept* plus tôt cette année. »

En Océanie le 16 mai :

**Australie** : 7 036 (576 actifs ; 6 362 rétablis ; 98 décès) et 276 cas par million ; 4 décès par million  
- 9 mai : 6 914 (738 actifs ; 6 079 rétablis ; 97 décès) et 271 cas par million ; 4 décès par million

**Nouvelle-Zélande** : 1 498 (49 actifs ; 1 428 rétablis ; 21 décès) et 311 cas par million ; 4 décès par million  
- 9 mai : 1 490 (122 actifs ; 1 347 rétablis ; 21 décès) et 309 cas par million ; 4 décès par million

**Guam** : 149 (5 décès)  
- 9 mai : 142 (5 décès)

**Polynésie française** : 60 (1 actif ; 59 rétablis) et 214 cas par million  
- 9 mai : 60 (4 actifs ; 56 rétablis) et 214 cas par million

**Nouvelle-Calédonie** : 18 (tous rétablis)  
- 9 mai : 18 (1 actif ; 17 rétablis)

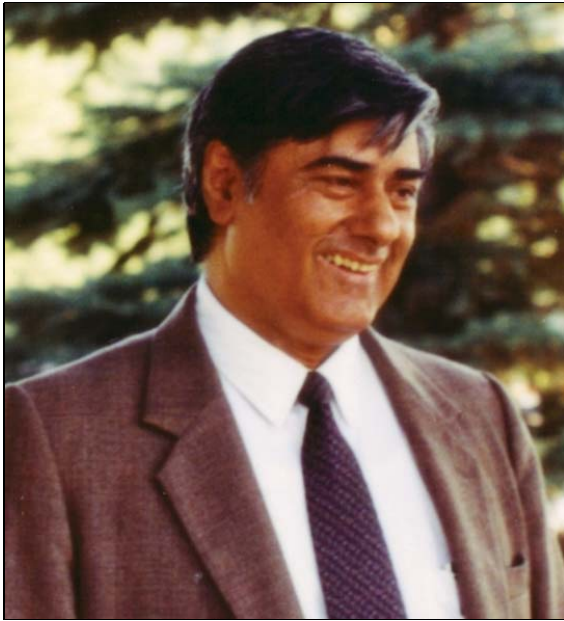
(Sources : les agences de presse, BBC, Euractive, Deutsche Welle, Guardian, The Intercept, Jacobin)

---

## 52e anniversaire de la réorganisation des Internationalistes

### Un événement décisif dans la vie politique du Canada – le 7 mai 1968

Le 7 mai 2020 était le 52e anniversaire de la réorganisation des Internationalistes en une organisation marxiste-léniniste de jeunes et d'étudiants. Les Internationalistes, précurseurs du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), ont été fondés le 13 mars 1963 à Vancouver. La réorganisation des Internationalistes sous la direction de leur fondateur, le camarade Hardial Bains, qui s'est faite à Montréal du 7 au 25 mai 1968, a été un événement d'importance historique dans la vie politique du Canada. Elle marquait un important jalon vers la création du PCC(M-L) en tant que parti de la classe ouvrière canadienne, un parti révolutionnaire capable de, et qui se consacre à, donner aux luttes de la classe ouvrière et du peuple la conscience et l'organisation dont ils ont besoin pour remporter la victoire.



**Hardial Bains,**  
**fondateur et dirigeant du PCC(M-L)**

L'oeuvre des Internationalistes sous la direction du camarade Bains a résolu la question cruciale de « qui décide ? » telle qu'appliquée à l'organisation politique de la classe ouvrière et à son rôle dirigeant dans la société et le problème du rôle indispensable de la conscience et de l'organisation dans la mobilisation du peuple dans la recherche de solutions aux problèmes centraux de la société. Dans un article intitulé « Une attention de premier ordre au besoin de conscience et d'organisation du peuple », le camarade Bains explique l'héritage vivant laissé par les Internationalistes :

« En s'attaquant aux problèmes de la conscience et de l'organisation, les Internationalistes ont entre autres adopté le principe de travail collectif et responsabilité individuelle, le principe selon lequel chaque membre a le devoir non seulement d'appliquer les décisions prises collectivement mais aussi de participer aux prises de décisions.

La participation aux prises de décisions est ainsi considérée non seulement comme un droit mais aussi comme un devoir. Cela place l'individu au centre de tous les développements et fait de l'organisation le moyen de les réaliser, établissant de ce fait un rapport dialectique entre l'individu et le collectif, entre la forme et le contenu.

« [...] C'était une rupture historique avec l'établissement d'organisations sur la base des vieilles définitions, partant cette fois de définitions actuelles et modernes. Il devenait évident que les Internationalistes ne pouvaient progresser en tant qu'organisation politique que sur la base de l'unité politique et de l'initiative politique, comme cela s'est manifesté concrètement avec leur ligne d'action avec analyse et à la défense des objectifs immédiats et stratégiques. Ces objectifs étaient fixés en fonction des exigences des conditions d'alors, en fonction de l'harmonisation de l'intérêt général de la société avec les intérêts du collectif et de l'individu, attribuant le rôle déterminant aux masses. [...]

« [Les internationalistes] ont établi un cadre de travail qui permettait l'épanouissement les paroles et les actes de chacun dans la réalisation des tâches établies en fonction des conditions données. Cela voulait dire qu'il fallait constamment mobiliser dans les prises de décisions tous celles et ceux qui poursuivaient les mêmes objectifs. Ils ont ainsi établi une façon moderne de faire les choses qui liait l'organisation au contenu, les paroles aux actes, l'individu à la responsabilité de s'assurer que rien ne passe sans être scruté au peigne par lui. Une organisation marxiste-léniniste

véritablement révolutionnaire était créée par celles et ceux qui ne voulaient rien d'autre que la victoire de la classe ouvrière dans sa marche historique vers l'émancipation. Il s'est produit un changement qualitatif sur les plans de la conscience et de l'organisation, un changement répondant aux conditions concrètes et digne de membres d'une organisation d'avant-garde de la classe ouvrière.



« Les Internationalistes ont créé une autre forme concourant à l'objectif d'apporter conscience et organisation à la classe ouvrière, la forme de la démocratie de masse, que nous appelons aujourd'hui mobilisation politique maximum. C'est la méthode consistant à rechercher les opinions des masses dans le cours du travail comme responsabilité obligatoire envers l'activisme des masses. C'était la seule base solide pour réaliser toute tâche fixée pour la période. Le formalisme bourgeois, la méthode consistant à dépenser des millions de dollars en utilisant les moyens techniques les plus modernes pour semer la confusion, les rumeurs, les attaques personnelles, etc., était remplacé par un travail pour entraîner le peuple dans la discussion. Il fallait constamment, sans relâche et sans exception, poursuivre la discussion parmi le peuple sur ce qu'il fallait faire, quand et comment.

« Pour les Internationalistes, le travail et la mobilisation étaient deux catégories d'un seul tout interdépendantes l'une de l'autre et de tout le reste. C'était le même rapport que celui entre l'action et l'analyse. Le point de départ des Internationalistes était toujours le travail tel qu'exigé par les conditions concrètes données.



« En plus de la méthode de la démocratie de masse, les Internationalistes menaient un travail de mobilisation à plusieurs niveaux pour s'assurer que tous les problèmes à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation soient résolus sur la base de positions avancées, par la critique et l'autocritique et en accordant toujours la première place à l'unité. La lutte n'était jamais séparée de la tâche constante de renforcer l'unité ni de la réalisation des objectifs immédiats fixés en fonction des conditions données ou de

l'objectif stratégique. La lutte occupait la première place. Cela voulait dire mettre toute la conscience et l'organisation au service de la lutte de classe comme seul véritable moteur du développement dans la société. Comment mener la lutte de classe, contre qui et quand était pour les Internationalistes les questions les plus importantes. Ils s'y attaquaient avec tout le sérieux et toute l'ardeur exigés. C'est pour cette raison que tout le monde était appelé à participer aux prises de décisions non seulement en tant que droit leur appartenant mais aussi en tant que devoir envers l'organisation. [...]

« Enfin, les Internationalistes ont créé des forums internes et externes, privés et publics, pour la mobilisation du peuple. Pour asseoir l'organisation sur les principes du centralisme démocratique, ils devaient en tout temps offrir une ligne dirigeante aux masses pour s'assurer que leur niveau de conscience et d'organisation ne soit pas ravalé à celui de la bourgeoisie. [...]

« Après moins de deux ans d'activité politique vigoureuse sur tous les fronts, de mai 1968 à mars 1970, les Internationalistes en vinrent à la conclusion que toutes les conditions matérielles et techniques étaient prêtes pour la fondation du Parti communiste. Le travail théorique et politique et l'organisation correspondante avaient préparé les conditions nécessaires à la fondation du PCC(M-L), laquelle fut proclamée lors d'une réunion publique à Montréal le 31 mars 1970.

« Cette méthode consistant à engager tout le monde dans les prises de décisions, qu'on a plus tard appelée méthode de mobilisation politique maximum, signifiait que tout le travail devait toujours être basé sur l'initiative des masses suivant les conditions données. Pour que la classe ouvrière puisse diriger tout le peuple dans la réalisation de sa mission historique de créer une société nouvelle, il faut reconnaître le droit mais aussi le devoir du peuple de prendre les décisions. »

C'est ce qui est révélé plus que jamais par les conditions de la pandémie du coronavirus.

L'offensive antisociale néolibérale a créé le chaos pour le peuple mais la classe ouvrière est une classe avec son propre but et son propre programme politique, sa conscience et son organisation. Dans ces conditions, on ne saurait jamais trop souligner l'importance des principes pour bâtir et consolider l'organisation élaborés par le camarade Bains et incarnés dans le travail du PCC(M-L). Sans eux, il n'est pas possible de formuler et de réaliser les objectifs prosociaux de la classe ouvrière et du peuple. Les Internationalistes ont pu relever les défis de leur temps en formulant ces principes puis en s'appuyant sur eux et aujourd'hui les militants du Parti et la classe ouvrière doivent également répondre aux besoins de notre époque.



---

**(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)**

**PDF**

**Lisez *Le Marxiste-Léniniste***

**Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)**